|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2021Consultation virtuelle des Conseillers, 8-18 juin 2021** |  |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: ADM 7** | **Document C21/45-F** |
| **22 avril 2021** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général |
| mémorandUMS D'accord ayant des incidences financières ou stratégiques |

|  |
| --- |
| RésuméLe présent document dresse la liste des accords et mémorandums d'accord qui ont été signés par l'UIT depuis la dernière session physique tenue par le Conseil en 2019 et qui sont susceptibles d'avoir des incidences financières ou stratégiques pour l'Union. Les accords et mémorandums d'accord figurant dans la liste sont reproduits dans l' annexe du présent document.Le présent document a initialement été élaboré sous la cote [C20/45](https://www.itu.int/md/S20-CL-C-0045/fr) en vue d'être soumis à la session de 2020 du Conseil, mais n'a pas été examiné.Suite à donnerLe Conseil est invité à **prendre note** du présent rapport. |

 Houlin ZHAO
 Secrétaire général

| Partenaire(s) | Objet | Date de signature | Coordonnateur à l'UIT |
| --- | --- | --- | --- |
| Académie chinoise des technologies de l'information et de la communication (CAICT) | Accords de collaboration visant à établir un cadre de coopération de haut niveau au titre du programme "Smart Incubator" de l'UIT afin de promouvoir l'innovation centrée sur les télécommunications/TIC et d'aider les pays en développement à appliquer les normes de l'UIT-T | 12.06.19 | TSB |
| Organisation africaine de normalisation (ARSO) | Accord de coopération mutuelle | 20.06.19 | TSB |
| CISCO Systems, Inc., États-Unis d'Amérique | Mémorandum d'accord visant à établir un cadre de coopération de haut niveau à l'appui de l'Initiative sur les centres de transformation numérique | 31.07.19 | BDT |
| Huawei Technologies Co., Ltd., Chine | Mémorandum d'accord visant à établir un cadre de coopération de haut niveau dans le domaine du renforcement des capacités et du développement des compétences en matière de TIC | 11.09.19 | BDT |
| Université de Zhejiang, Chine | Mémorandum d'accord établissant une coopération mutuelle | 13.09.19 | SPMD |
| Autorité nationale de l'Arabie saoudite pour la cybersécurité (NCA) | Déclaration commune visant à poursuivre la promotion de la coopération internationale en matière de cybersécurité | 26.09.19 | BDT |
| Agence nationale des télécommunications de la République fédérative du Brésil (ANATEL) | Mémorandum d'accord visant à aider l'UIT à effectuer des mesures concernant des cas de brouillages préjudiciables pour lesquels une administration a demandé l'assistance de l'UIT | 31.10.19 | BR |
| Together Against Cybercrime International (TaC) | Lettre d'intention en faveur de la mise en œuvre de la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse à l'échelle mondiale | 02.04.20 | BDT |
| Autorité saoudienne pour les données et l'intelligence artificielle | Mémorandum d'accord visant à établir un cadre de haut niveau non exclusif destiné à la coopération dans le domaine de l'intelligence artificielle | 22.10.20 | SPMD |
| Autorité nationale du Royaume d'Arabie saoudite pour la cybersécurité | Lettre d'accord visant à conclure un partenariat stratégique et à lancer un programme mondial unique et complet sur la "création d'un un cyberespace sain et sécurisé au profit des enfants" | 17.12.20 | BDT |

**Annexes**: 10

ACCORDS DE COLLABORATION

entre

L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

et

L'ACADÉMIE CHINOISE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION
ET DE LA COMMUNICATION (CAICT)

VISANT À ÉTABLIR UN CADRE DE COOPÉRATION DE HAUT NIVEAU AU TITRE DU PROGRAMME "SMART INCUBATOR" DE L'UIT AFIN DE PROMOUVOIR L'INNOVATION CENTRÉE SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS/TIC ET D'AIDER LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT À APPLIQUER LES NORMES DE L'UIT-T

**LES PRÉSENTS ACCORDS DE COLLABORATION** (ci-après dénommés les "Accords") sont conclus entre:

 **L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS** (ci-après dénommée "l'UIT"), une organisation intergouvernementale et l'institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication (TIC), dont le siège se trouve Place des Nations, CH‑1211 Genève 20, Suisse; et

 **L'ACADÉMIE CHINOISE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION ("CAICT")** (ci-après dénommée "le Partenaire"), un institut de recherche scientifique dont le siège se trouve au N° 52, Hua Yuan Bei Road, Haidian District, 100191 Beijing, Chine.

Aux fins des présents Accords, l'UIT et le Partenaire sont ci-après dénommés collectivement les "Parties" et individuellement la "Partie".

**ATTENDU** que selon la Résolution 205 (Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires, l'Union, dans le cadre de son mandat et des mécanismes existants, doit fournir aux États Membres qui en font la demande un appui pour favoriser la mise en place de conditions propices à l'innovation centrée sur les télécommunications/TIC par les petites et moyennes entreprises (PME), les start‑up, les incubateurs et les jeunes entrepreneurs, en soutenant les activités pertinentes menées avec d'autres institutions internationales.

**ATTENDU** queselon la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires, il a été décidé au titre de l'objectif T.4 d'encourager l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir-faire concernant les activités de normalisation à l'UIT-T.

**ATTENDU** queselon la Résolution 44 (Rév. Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications, l'UIT-T, en collaboration avec les autres Secteurs, en particulier le Secteur du développement des télécommunications (UIT‑D), selon qu'il conviendra, doit élaborer un programme visant à: i) aider les pays en développement à élaborer des stratégies et des méthodes propres à faciliter le processus de liaison entre l'innovation et le processus de normalisation; ii) aider les pays en développement à concevoir des moyens permettant de mettre en adéquation leurs stratégies industrielles et leurs stratégies en matière d'innovation au niveau national dans l'objectif d'obtenir les meilleurs résultats possibles pour leurs écosystèmes socio-économiques; et iii) aider les pays en développement à élaborer des stratégies relatives à la mise en place de laboratoires de test nationaux ou internationaux pour les nouvelles technologies.

**ATTENDU** qu'en vertu des Résolutions précitées, le Directeur du TSB est chargé, en collaboration avec les Directeurs du BR et du BDT, d'encourager l'établissement de partenariats, sous les auspices de l'UIT-T, pour contribuer à financer et mettre en œuvre les objectifs du plan d'action figurant en annexe de ces Résolutions.

**ATTENDU** queselon la Résolution 66 (Rév. Dubaï, 2012) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications, l'évolution rapide de l'environnement des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication nécessite une veille technologique et une réaction immédiate, afin de proposer dès que possible d'éventuelles activités de normalisation de l'UIT-T.

**ATTENDU** quela Résolution 86 (Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications charge le Directeur du TSB, en collaboration avec le Directeur du BDT, d'apporter une assistance à Smart Africa et aux groupes régionaux pour l'Afrique, dans les limites du budget alloué, pour appuyer des projets pilotes visant à accélérer la mise en œuvre des normes et des Recommandations de l'UIT et pour renforcer la formation et fournir des orientations aux États Membres et aux organisations et entreprises partenaires de Smart Africa concernant leur adoption des normes de l'UIT‑T.

**ATTENDU** quela Résolution 98 (Hammamet, 2016) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications charge le Directeur du TSB de fournir l'assistance nécessaire pour mettre à profit toutes les possibilités qui s'offrent, dans les limites du budget alloué, afin d'encourager des travaux de normalisation de la qualité dans les meilleurs délais et de communiquer avec les entreprises du secteur des télécommunications et des TIC en vue de promouvoir leur participation aux activités de normalisation de l'UIT-T dans les domaines de l'Internet des objets et des villes et communautés intelligentes.

**ATTENDU** que le programme "Smart Incubator" de l'UIT-T, et notamment le programme "Smart ABC" aident et soutiennent les entrepreneurs et les start-up technologiques dans les premières étapes de leur évolution afin de leur apporter une aide concrète dans la mise en œuvre des techniques d'essai et de validation qui permettent d'améliorer le processus d'élaboration de normes.

**ATTENDU** que la CAICT offre un appui solide aux stratégies, aux plans, aux politiques, aux normes, aux essais et aux processus de certification les plus importants du secteur de l'information et des communications en Chine, et aide ainsi beaucoup ce secteur à faire des progrès rapides en matière de développement et d'innovation, notamment dans certains domaines à la pointe de la recherche, et plus particulièrement dans les domaines de l'Internet industriel (IIOT), des systèmes de résolution d'identificateur, des chaînes de blocs, de l'intelligence artificielle, de la science et la technologie financières, de l'Internet des objets (IoT), des villes intelligentes, de l'informatique en nuage, des mégadonnées, de la 5G, etc.

**ATTENDU** que la CAICT a établi de nombreux laboratoires de niveau national en vue de constituer une base de haute qualité et de mettre en place des installations sophistiquées pour promouvoir la recherche, l'innovation, les essais et le développement en matière de TIC, et pour concrétiser la vision qui sous-tend le programme "Smart Incubation" de l'UIT.

**ATTENDU** que les Parties souhaitent désormais conclure les présents Accords pour que leur coopération puisse s'inscrire dans un cadre de haut niveau non contraignant, qui est décrit ci‑après.

**PAR LES PRÉSENTS ACCORDS**, les Parties entendent établir entre elles une coopération de la manière suivante:

ARTICLE 1
OBJET DES ACCORDS; MISE EN OEUVRE DE LA COOPéRATION

1.1 Les présents Accords ont pour but d'établir un cadre de haut niveau non exclusif destiné à la coopération que les Parties entendent mettre mutuellement en œuvre dans le domaine des pépinières d'entreprises technologiques à l'intention des entrepreneurs et des jeunes entreprises spécialisés dans des domaines technologiques, ces activités (ci-après dénommées collectivement la "coopération") étant décrites en détail dans l'Article 2.

1.2 Les modalités et conditions applicables à la coopération (notamment, mais pas exclusivement, en ce qui concerne les questions financières, juridiques et opérationnelles, ainsi que les droits, rôles et responsabilités respectifs des Parties, s'il y a lieu) seront établies au moyen d'un ou de plusieurs accords, documents de projet ou autres instruments juridiquement contraignants qui seront négociés, adoptés et signés de manière distincte par les deux Parties lorsque ces Accords auront été mis en œuvre.

ARTICLE 2
BUTS DE LA COOPéRATION MUTUELLE

Sous réserve des autres dispositions de ces Accords, les Parties expriment par la présente leur intention mutuelle de coopérer entre elles, dans les limites de leur mandat respectif et conformément aux règles, réglementations et procédures pertinentes, pour atteindre les buts du programme "Smart Incubator" de l'UIT. Le Partenaire devra être en mesure de trouver et proposer à l'UIT des entrepreneurs ou des projets à fort potentiel en Chine pour participer au programme. Dans ce contexte, la CAICT peut choisir en Chine de jeunes entreprises technologiques ou des créateurs d'entreprises qui rejoindront le programme. Par ailleurs, la CAICT fournit des services de conseil aux jeunes entreprises de ce programme qui sont situées en Chine ou qui entrent sur le marché chinois, notamment sur des questions telles que les droits de propriété intellectuelle, les solutions informatiques, la technologie et les normes, ou encore l'expansion commerciale. Elle contribue aussi à promouvoir le programme auprès de ses forums et alliances.

ARTICLE 3
NATURE DE CES ACCORDS

3.1 Les présents Accords ne sont pas destinés à devenir des instruments contraignants entre les Parties et ne doivent pas être considérés ou interprétés comme tels. Aucune disposition de ces Accords ne saurait faire naître une quelconque obligation ou responsabilité fiduciaire ou juridique de l'une quelconque des Parties.

3.2 Ces Accords ne font naître aucun engagement ou obligation de quelque type que ce soit et ne doivent pas être considérés ou interprétés comme source d'engagements ou d'obligations explicites ou implicites de la part de l'une quelconque des Parties en matière de financement ou de versement de fonds; et toute activité qui pourra être menée au titre de ces Accords sera assujettie et subordonnée à la condition que chaque Partie dispose de ressources humaines, financières et autres suffisantes.

ARTICLE 4
ENTRÉE EN VIGUEUR; MODIFICATION ET DÉNONCIATION

4.1 Les présents Accords entrent en vigueur à la date de leur signature par les deux Parties, et leurs dispositions restent applicables jusqu'à ce que les Accords prennent fin conformément au présent article.

4.2 Ces Accords ne peuvent être modifiés ou complétés qu'en vertu d'un document écrit convenu mutuellement entre les Parties et signé par celles-ci. Toute modification doit être jointe en annexe aux Accords et en fait partie intégrante.

4.3 Ces Accords peuvent être dénoncés par l'une ou l'autre Partie, qui en informe par écrit l'autre Partie au moins trente (30) jours avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

ARTICLE 5
VOIE DE COMMUNICATION ET NOTIFICATIONS

5.1 Pour faciliter la mise en œuvre des accords et autres modalités susceptibles d'être convenus entre les Parties dans le cadre des présents Accords, la voie de communication entre les Parties est la suivante:

 Pour l'UIT:

Union internationale des télécommunications
Place des Nations
CH-1211 Genève 20
Suisse
A l'attention de M. Alexander Ntoko
Chef du Département des Opérations et de la Planification
Téléphone: +4122730 5525
Courriel: alexander.ntoko@itu.int

 Pour le Partenaire:

 CHINA ACADEMY OF INFORMATION AND COMMUNICATIONS TECHNOLOGY
No. 52, Hua Yuan Bei Road
Haidian District
100191 Beijing, Chine
Attention: Directrice du Département de la coopération internationale
Mme Liu Rui
Téléphone: +86 10 62302823
Courriel: liurui@caict.ac.cn

5.2 Chaque Partie peut, par notification écrite à l'autre Partie, désigner des représentants suppléants ou remplaçants.

**ARTICLE 6
RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

Tout différend entre les Parties découlant des présents Accords est réglé à l'amiable par voie de négociation directe entre les Parties, ou de toute autre manière mutuellement convenue par écrit entre la Parties.

**ARTICLE 7
PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS**

Aucune disposition des présents Accords ne constitue une dérogation implicite ou explicite aux privilèges, immunités ou facilités dont jouit l'UIT ou l'un quelconque de ses fonctionnaires en vertu des accords internationaux et des législations nationales qui sont applicables à l'UIT, ni n'est considérée ou interprétée comme telle.

**EN FOI DE QUOI**, les Parties ont chargé leurs représentants dûment autorisés de signer les présents Accords en deux (2) exemplaires originaux, en langue anglaise, à la/aux date(s) indiquée(s) ci-après.

|  |  |
| --- | --- |
| Pour l'UNION INTERNATIONALE DES TéLéCOMMUNICATIONS | Pour laCHINA ACADEMY OF INFORMATION AND COMMUNICATION |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**Chaesub Lee**Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**Liu Duo**Président |
| Date: 12.06.2019Lieu: Genève | Date: 30.05.2019Lieu: Beijing |

|  |  |
| --- | --- |
| cid:image001.jpg@01D27BE6.725D7E30 |  |

Accord de coopération

entre

l'Organisation africaine de normalisation (ARSO)

et

l'Union internationale des télécommunications (UIT)

Le présent **ACCORD DE COOPÉRATION** (ci-après dénommé "l'Accord") est conclu entre:

l'**Union internationale des télécommunications** (ci-après dénommée "l'UIT"), une organisation intergouvernementale et l'institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication (TIC). L'UIT, qui pilote l'innovation dans le domaine des TIC, compte 193 États Membres et rassemble plus de 700 entités du secteur privé et plus de 150 universités et instituts de recherche. Son siège se trouve à Genève, en Suisse, et elle est représentée par son Secrétaire général, M. Houlin Zhao;

et

l'**Organisation africaine de normalisation** (ci-après dénommée "l'ARSO"), un organisme intergouvernemental de normalisation établi par l'Organisation de l'unité africaine pour élaborer des normes africaines à l'appui du commerce intra-africain et mondial, et pour mettre en œuvre un système d'évaluation de la conformité à l'échelle du continent afin de promouvoir les produits africains. L'ARSO a son siège à Nairobi, au Kenya, et elle est représentée par son Secrétaire général, M. Hermogène Nsengimana.

Aux fins du présent Accord, l'UIT et le Partenaire sont ci-après dénommés collectivement les "Parties" et individuellement la "Partie".

**ATTENDU** que le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT ("l'UIT-T") rassemble des experts du monde entier pour élaborer des normes internationales, appelées Recommandations de l'UIT-T, qui constituent les éléments fondamentaux de l'infrastructure mondiale des technologies de l'information et de la communication (TIC).

**ATTENDU** que la Résolution 71 de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Rév. Dubaï 2018), intitulée **"**Plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023", met l'accent, parmi les Objectifs du Secteur de la normalisation, sur l'importance d'échanger des connaissances et de coopérer avec d'autres organismes, et plus particulièrement:

– *d'encourager la sensibilisation ainsi que l'acquisition et l'échange de connaissances et de savoir-faire concernant les activités de normalisation de l'UIT-T* (Objectif T.4 de l'UIT-T);

– *d'élargir et de faciliter la coopération avec les organismes internationaux, régionaux et nationaux de normalisation* (Objectif T.5 de l'UIT-T).

**ATTENDU** que l'ARSO, au titre des Buts 1 (Objectif 2), 2 (Objectif 1) et 4 (Objectifs 4 et 5) de son Plan stratégique pour 2017-2022, met l'accent sur les partenariats stratégiques favorables aux États membres et aux parties prenantes, et plus particulièrement:

*– But 1: Avec l'aide de ses Membres, l'ARSO élabore des normes de haute qualité et d'autres documents connexes.*

 *Objectif 2: Harmoniser les normes africaines avec des normes internationales reconnues à l'échelle mondiale et cohérentes avec les besoins de développement de l'Afrique.*

*– But 2: Les normes africaines sont adoptées et appliquées à titre de normes nationales et infrarégionales.*

 *Objectif 1: Faire en sorte que les grands acteurs économiques des secteurs présentant une importance stratégique dans les économies nationales et infrarégionales soient conscients des avantages commerciaux que présentent des normes harmonisées à l'échelle régionale et internationale.*

*– But 4: Les parties prenantes apportent un appui concret à l'ensemble de la communauté de l'ARSO chargée de la normalisation.*

 *Objectif 4: Faire en sorte que les membres et les parties prenantes (potentiels) de l'ARSO puissent bénéficier de la visibilité régionale et internationale de l'ARSO.*

 *Objectif 5: Favoriser dans toute la mesure du possible l'échange d'informations et d'expérience, et en conséquence mettre en place des processus d'apprentissage communs à l'appui des membres et des groupes de parties prenantes (potentiels) de l'ARSO.*

**SOULIGNANT** l'incidence socio-économique de la normalisation des TIC sur la mondialisation et l'industrialisation, qui a été largement reconnue avec l'expansion du commerce international et l'intégration régionale.

**PAR LE PRéSENT ACCORD**, les Parties entendent coopérer entre elles de la manière suivante:

ARTICLE 1
BUT ET OBJECTIFS DE L'ACCORD

1.1 Le présent Accord a pour but d'établir un cadre de haut niveau non exclusif et non contraignant destiné à la coopération que les Parties entendent mettre mutuellement en œuvre dans les domaines suivants, conformément à leurs missions et mandats respectifs et à leurs règles, réglementations et procédures respectives:

a) Promouvoir l'adoption et l'utilisation de normes de l'UIT (notamment, mais pas exclusivement les Recommandations de l'UIT-T) en tenant compte des besoins de la Région africaine en matière d'appui au développement économique durable sur le long terme, et en favorisant le commerce et l'intégration à l'échelle mondiale et régionale.

b) Échanger des informations sur leurs activités de normalisation respectives et promouvoir des échanges d'informations mutuels et communs, notamment par l'annonce de manifestations organisées dans la Région africaine, par des bulletins d'information et par d'autres moyens de communication susceptibles de mieux faire connaître les activités de normalisation menées en Afrique.

c) Encourager, par leurs voies et procédures respectives, une plus grande participation des Membres de l'ARSO aux travaux de l'UIT, notamment pour élaborer des spécifications et des normes techniques concernant des domaines et des technologies de pointe.

d) Suivre, dans leurs domaines de compétence respectifs, l'évolution et les tendances de la normalisation concernant les TIC.

e) Élargir et favoriser la participation aux plates-formes de l'UIT et l'utilisation de celles-ci sous différentes formes, notamment des publications, des outils pertinents et d'autres produits de l'UIT.

1.2 Les modalités et conditions applicables aux activités de coopération dans les domaines précités (notamment, mais pas exclusivement, en ce qui concerne les questions financières, juridiques et opérationnelles, ainsi que les droits, rôles et responsabilités respectifs des Parties, s'il y a lieu) seront établies au moyen d'un ou de plusieurs accords ou autres instruments juridiquement contraignants, qui seront négociés, adoptés et signés de manière distincte par les deux Parties lorsque le présent Accord aura été mis en œuvre.

ARTICLE 2
OUTILS DE MISE EN ŒUVRE DU PRÉSENT ACCORD

2.1 Sous réserve de l'alinéa 1.2 du présent Accord, et conformément à leurs mandats, règles, réglementations et procédures respectifs, les Parties peuvent envisager d'employer les outils et les dispositifs suivants pour encourager d'une manière générale les Membres de l'ARSO à adopter les Recommandations de l'UIT‑T et d'autres instruments de l'UIT:

– [ITUSearch](http://www.itu.int/net4/ITU-T/search):
Moteur de recherche permettant de trouver des documents, des fichiers, des contenus ou des informations portant sur un sujet, un domaine ou une question particuliers.

– ITU ICTs Standards Landscape (Panorama des normes TIC de l'UIT):
Cet outil est destiné à favoriser la normalisation dans des domaines particuliers des TIC (par exemple la sécurité, la fibre optique, l'intelligence artificielle, la 5G et l'apprentissage automatique, etc.). Il permet de retrouver les normes déjà en vigueur, celles qui sont en cours d'élaboration et les domaines dans lesquels un besoin de normalisation a été signalé mais les travaux n'ont pas encore débuté.

– Participation à distance:
Système permettant d'accéder ou facilitant l'accès à distance à des manifestations organisées par l'UIT, grâce à des outils spécialisés.

– Applications:
Autres applications de transfert de technologies de l'information qui mettent en évidence le rôle des normes de l'UIT dans la mise en place de la Zone de libre-échange en Afrique, ainsi que par exemple dans la mise en place de la carte d'identité ou du passeport pour le continent africain.

– Programme de pépinières d'entreprises:
Plate-forme destinée à différentes parties prenantes, notamment les États Membres, les institutions spécialisées de l'ONU, les organismes de normalisation, les représentants du secteur privé et du monde universitaire, et d'autres acteurs privés. Ce programme permet d'aider et de soutenir les entrepreneurs et les jeunes entreprises dans les secteurs technologiques pendant les premières étapes de leur évolution.

ARTICLE 3
ÉCHANGES DE VUES, BONNES PRATIQUES ET REPRÉSENTATION MUTUELLE

Les Parties s'engagent:

3.1 À assurer une représentation mutuelle aux différentes manifestations, selon les besoins, y compris en se servant des outils de participation à distance pour favoriser une large participation sans frais.

3.2 À rechercher des possibilités de coopérer et de partager de bonnes pratiques dans les différents domaines de la normalisation, et en particulier dans les technologies de pointe.

3.3 À inviter des représentants de l'autre Partie à participer à des manifestations utiles à leur coopération, sous réserve des règles et procédures de la Partie invitante et conformément à celles‑ci.

3.4 Les Parties reconnaissent qu'il est important de partager des informations pertinentes au regard du présent Accord et d'éviter la redondance des efforts de publication et de distribution de ces informations. À cette fin, elles entendent promouvoir le partage de connaissances, et notamment l'échange d'informations et de documents sur les sujets pertinents, conformément à leurs règles, réglementations et procédures respectives, et sans préjudice de tout autre accord éventuellement en vigueur (y compris, mais pas exclusivement, des accords avec de tierces parties) en vue de préserver le caractère confidentiel, ou retreint pout toute autre raison, de certains documents et informations.

ARTICLE 4
MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD

4.1 Le Secrétaire général de l'ARSO et le Secrétaire général de l'UIT doivent prendre les dispositions nécessaires pour garantir une mise en œuvre satisfaisante de l'Accord fondée sur une entente mutuelle entre les Parties, et pour ouvrir des perspectives de coopération mutuelle.

4.2 Les Parties entendent communiquer périodiquement pour échanger des avis et rendre compte des progrès accomplis au regard du présent Accord.

4.3 Les Parties reconnaissent que la mise en œuvre du présent Accord contribuera notamment à favoriser l'Objectif de développement durable 17, qui vise à renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable.

4.4 Les Parties souhaiteront peut-être reconnaître leur rôle et leur contribution mutuels dans de futures communications adressées à leurs électeurs ou à leur public respectifs sur des questions touchant à la mise en œuvre du présent Accord. Dans ce contexte, aucune Partie ne peut utiliser le nom, l'acronyme ou l'emblème de l'autre Partie sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit de celle-ci.

ARTICLE 5
NATURE DU PRÉSENT ACCORD; MODALITÉS FINANCIÈRES

5.1 Le présent Accord n'est pas destiné à devenir un instrument contraignant entre les Parties et ne doit pas être considéré ou interprété comme tel. Aucune disposition de cet Accord ne saurait faire naître une quelconque obligation ou responsabilité fiduciaire ou juridique de l'une quelconque des Parties.

5.2 Le présent Accord ne fait naître aucun engagement ou obligation de quelque type que ce soit et ne doit pas être considéré ou interprété comme source d'engagements ou d'obligations explicites ou implicites de la part de l'une quelconque des Parties en matière de financement ou de versement de fonds; et toute activité qui pourra être menée au titre de cet Accord sera assujettie et subordonnée à la condition que chaque Partie dispose de ressources humaines, financières et autres suffisantes.

ARTICLE 6
DURÉE

6.1 Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature par les deux Parties et ses dispositions restent applicables jusqu'en 2024. Il peut être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre Partie, qui en informe par écrit l'autre Partie au moins trente (30) jours avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

6.2 Sans préjudice des dispositions précédentes, des mesures raisonnables doivent être prises pour s'assurer que la dénonciation du présent Accord ne soit pas préjudiciable à tout programme ou activité entrepris dans le cadre de cet Accord conformément à l'alinéa 1.2 ci-dessus.

6.3 Le présent Accord ne peut être modifié ou complété qu'en vertu d'un document écrit convenu mutuellement entre les Parties et signé par celles-ci. Toute modification doit être jointe en annexe à l'Accord et en fait partie intégrante.

ARTICLE 7
CONTACTS ET NOTIFICATIONS

7.1 Pour faciliter la mise en œuvre du présent Accord, la voie de communication officielle entre les Parties est la suivante:

Pour l'ARSO:

African Organisation for Standardisation

3rd Floor, International House

Mama Ngina Street, Nairobi
Kenya

Attention: M. Reuben Gisore
Téléphone: +254 (020) 222456/3311641/3311608

Courriel: arso@arso-oran.org; reubengo@arso-oran.org

Pour l'UIT:

Union internationale des télécommunications
Place des Nations
CH-1211 Genève 20
Suisse
À l'attention de M. Alexander Ntoko,

Chef du Département des Opérations et de la Planification
Téléphone: +4122730 5525
Courriel: alexander.ntoko@itu.int

7.2 Chaque Partie peut, par notification écrite à l'autre Partie, désigner des représentants suppléants ou remplaçants.

ARTICLE 8
RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Tout différend entre les Parties découlant du présent Accord est réglé à l'amiable par voie de négociation directe entre les Parties, ou de toute autre manière mutuellement convenue par écrit entre les Parties.

ARTICLE 9
PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Aucune disposition du présent Accord ou liée à celui-ci ne constitue une dérogation implicite ou explicite aux privilèges, immunités ou facilités dont jouit l'UIT ou l'un quelconque de ses fonctionnaires en vertu des accords internationaux et des législations nationales qui sont applicables à l'UIT, ni n'est considérée ou interprétée comme telle.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés ont chargé leurs représentants dûment autorisés de signer, au nom des Parties, les présents Accords en deux (2) exemplaires originaux, en langue anglaise, à la date indiquée ci-après.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Pour l'Organisation africaine de normalisation:** |  | **Pour l'Union internationale des télécommunications:** |
|  |  |  |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**Hermogène Nsengimana**Secrétaire général de l'Organisation africaine de normalisation |  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**Chaesub Lee**Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications |
| Nairobi, le 20 juin 2019 |  | Genève, le 13 juin 2019 |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| C:\Users\comas\AppData\Local\Temp\Rar$DRa0.735\jpg\ITU official logo_blue_RGB.jpg |  | C:\Users\raposos\AppData\Local\Microsoft\Windows\INetCache\Content.Word\1200px-Cisco_logo_blue_2016.png |

MéMORANDUM D'ACCORD

entre

L'UNION INTERNATIONALE DES TéLéCOMMUNICATIONS

et

CISCO SYSTEMS, INC.

VISANT À éTABLIR UN CADRE DE COOPéRATION DE HAUT NIVEAU À L'APPUI DE L'INITIATIVE SUR LES CENTRES DE TRANSFORMATION NUMéRIQUE

**LE PR**é**SENT M**é**MORANDUM D'ACCORD** (le "Mémorandum") est conclu par:

 L'**Union internationale des télécommunications** ("l'UIT"), une organisation intergouvernementale et l'institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication (TIC), dont le siège se trouve Place des Nations, CH‑1211 Genève 20, Suisse; et

 **Cisco Systems, Inc.,** ("CISCO"), une entreprise dont le siège se trouve 170 W. Tasman Drive, San Jose, California 95134, United States.

Aux fins du présent Accord, l'UIT et le Partenaire sont ci-après dénommés collectivement les "Parties" et individuellement la "Partie".

**ATTENDU** que l'UIT entend renforcer les compétences des personnes dans le domaine des TIC et garantir l'inclusion numérique pour tous en soutenant l'élaboration et la mise en œuvre de programmes et d'activités de renforcement des capacités à l'appui de ses Membres.

**ATTENDU** que dans le cadre de sa *CISCO Networking Academy* (École des réseaux de CISCO), l'entreprise CISCO offre aux écoles, collèges et universités et à d'autres établissements d'enseignement à but non lucratif la possibilité d'intégrer un cours sur les réseaux informatiques.

**ATTENDU** que l'UIT et CISCO ont établi depuis 2004 une coopération pour développer des compétences techniques en matière de TIC dans le cadre de l'Initiative de l'UIT concernant les centres de formation à l'Internet.

**ATTENDU** que l'UIT et CISCO souhaitent à présent étendre et approfondir leur collaboration dans le domaine de la formation en établissant des Centres de transformation numérique (DTC).

**ATTENDU** que les Parties souhaitent conclure le présent Mémorandum d'accord pour établir un cadre de haut niveau non exclusif et non contraignant (sans préjudice des dispositions de l'Article 7 ci‑après) destiné à cette collaboration, qui est décrite ci-dessous.

**PAR LE PR**é**SENT M**é**MORANDUM D'ACCORD**, les Parties entendent coopérer entre elles de la manière suivante:

ARTICLE 1
BUT DU MéMORANDUM D'ACCORD; MISE EN ŒUVRE DE LA COOPéRATION

1.1 Le présent Mémorandum d'accord a pour but d'établir un cadre de haut niveau non exclusif aux fins de la coopération que les Parties entendent instaurer mutuellement en vue de créer des DTC et de mener des activités au titre des programmes de renforcement des capacités de l'UIT (ci‑après désignées collectivement par le terme de "coopération"). Cette coopération est décrite plus en détail dans l'Article 2 et dans l'Annexe au présent Mémorandum.

1.2 Tout engagement contraignant ou obligation juridique concernant la mise en œuvre du présent Mémorandum et de son annexe doit faire l'objet d'un ou de plusieurs accords, documents de projet ou autres instruments juridiquement contraignants qui seront négociés, adoptés et signés de manière distincte par les Parties.

ARTICLE 2
DOMAINES DE COOPéRATION MUTUELLE

2.1 Sans préjudice des autres dispositions de ce Mémorandum, les Parties expriment par la présente leur intention mutuelle d'établir une coopération dans les domaines suivants:

a) Recensement et choix des DTC à établir.

b) Mise en œuvre de certaines activités des DTC définies dans l'Annexe au présent Mémorandum.

c) Promotion des DTC auprès des principales parties prenantes.

d) Supervision et suivi des activités des DTC.

Les DTC ont fondamentalement pour but de transmettre des compétences dans le domaine numérique au moyen de formations et d'autres méthodes de renforcement des capacités. En tant que véhicules de cette transmission de compétences, ils doivent favoriser l'inclusion numérique et garantir la participation de tous à l'économie numérique.

Les DTC devront aussi permettre de mener une réflexion sur le domaine du numérique, et plus particulièrement sur les compétences dont les populations des États Membres de l'UIT ont besoin.

2.2 À cet égard, les DTC auront les buts spécifiques suivants:

a) Faciliter la transmission de compétences numériques vers les populations des États Membres de l'UIT, notamment dans les pays en développement, pour leur permettre de prendre part à l'économie numérique.

b) Transmettre à l'échelle nationale les compétences numériques intermédiaires nécessaires pour améliorer l'efficacité professionnelle, ouvrir de nouvelles perspectives d'emploi fondées sur ces compétences et permettre aux populations de profiter pleinement des avantages de l'économie numérique.

c) Transmettre ou faciliter la transmission de compétences numériques fondamentales destinées aux formateurs afin de renforcer la maîtrise des outils numériques, de favoriser l'adoption des TIC parmi les personnes se trouvant à la base de la pyramide et de rendre les pays autonomes en matière de renforcement des capacités numériques.

d) Aider les pays à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies nationales en matière de compétences numériques et à recenser des plans de mise en œuvre pour garantir l'inclusion numérique universelle. Les DTC visent aussi à sensibiliser les responsables politiques du secteur des TIC et d'autres secteurs aux technologies de pointe et à leur incidence sur l'élaboration des politiques, sur la réglementation et sur le développement dans leur secteur respectif.

e) Mettre en œuvre d'autres activités conformes aux objectifs du présent Mémorandum en matière de renforcement des capacités, qui peuvent être convenues mutuellement par écrit entre les Parties.

f) S'appuyer sur des travaux de recherche pour effectuer une analyse diagnostique de l'évolution des marchés numériques dans la région de compétence de chaque DTC, et formuler des recommandations sur les besoins en matière de formation et les priorités dans ces domaines.

2.3 Les Parties reconnaissent qu'aucun élément du présent Mémorandum, de la coopération en question ou des activités menées par les Parties pour mettre en œuvre ce Mémorandum ne peut être interprété comme valant approbation directe ou indirecte par l'UIT de toute politique ou de tout produit, service ou autre offre commerciale de CISCO ou d'une tierce partie. À cet égard, toute activité susceptible d'être mené par les Parties et les DTC indiqués ci-après, et tout document, élément pédagogique et autre information qui est créé, partagé, publié ou communiqué dans le contexte de cette activité doit respecter les principes suivants:

a) Promouvoir les objectifs de l'UIT en matière de renforcement des capacités tels qu'ils ont été communiqués par écrit à CISCO.

b) Préserver l'impartialité et la neutralité de l'UIT.

c) Présenter toutes les informations d'une manière équitable, impartiale, exhaustive et neutre sur le plan technologique.

d) Ne pas faire référence de manière directe ou indirecte à des produits ou services particuliers, ni faire de toute autre manière de déclaration favorable ou défavorable à des produits ou services.

e) Ne pas faire référence à des marques de produits ou de services ni à des indications de certification.

ARTICLE 3
NATURE DU MÉMORANDUM; MODALITÉS FINANCIèRES

3.1 Ni le présent Mémorandum, ni son Annexe ne sont destinés à devenir des instruments contraignants entre les Parties et ne doivent être considérés ou interprétés comme tels, sans préjudice des dispositions de l'Article 7 ci-après. Aucune disposition du présent Mémorandum ne saurait faire naître une quelconque obligation ou responsabilité fiduciaire ou juridique de l'une quelconque des Parties.

3.2 Le présent Mémorandum et son Annexe ne font naître aucun engagement ou obligation de quelque type que ce soit et ne doivent pas être considérés ou interprétés comme source d'engagements ou d'obligations explicites ou implicites de la part de l'une quelconque des Parties en matière de financement ou de versement de fonds; et toute activité qui pourra être menée au titre de ce Mémorandum sera assujettie et subordonnée à la condition que chaque Partie dispose de ressources humaines, financières et autres suffisantes.

ARTICLE 4
ENTRÉE EN VIGUEUR; MODIFICATION ET DÉNONCIATION

4.1 Le présent Mémorandum entre en vigueur à la date de la dernière signature par les Parties, et ses dispositions restent applicables jusqu'à ce qu'il prenne fin conformément aux conditions prévues.

4.2 Le présent Mémorandum ne peut être modifié ou complété qu'en vertu d'un document écrit convenu mutuellement entre les Parties et signé par celles-ci. Toute modification doit être jointe en annexe au Mémorandum et en fait partie intégrante.

4.3 Le présent Mémorandum peut être dénoncé par l'une ou l'autre Partie, qui en informe par écrit l'autre Partie au moins trente (30) jours avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

ARTICLE 5
VOIE DE COMMUNICATION ET NOTIFICATIONS

5.1 Pour faciliter la mise en œuvre des accords et autres modalités susceptibles d'être convenus entre les Parties dans le cadre du présent Mémorandum, la voie de communication entre les Parties est la suivante:

Pour l'UIT:

Union internationale des télécommunications
Place des Nations
CH-1211 Genève 20
Suisse
À l'attention de M. Eun-Ju Kim,
Chef du Pôle de connaissances numériquesTéléphone: +41 22 730 59 00Courriel: eun-ju.kim@itu.int

Pour CISCO:

CISCO Systems, Inc.
260 East Tasman Drive, SJ-09, 2nd Floor
San Jose, CA 95134
états-Unis
Attention: Michael Yurtzenka, Directeur chargé du développement des partenariats
Téléphone: +1 408 526 7852Courriel:myutrzen@cisco.com

5.2 Chaque Partie peut, par notification écrite à l'autre Partie, désigner des représentants suppléants ou remplaçants.

ARTICLE 6
RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Tout différend entre les Parties découlant du présent Mémorandum est réglé à l'amiable par voie de négociation directe entre les Parties, ou de toute autre manière mutuellement convenue par écrit entre la Parties.

ARTICLE 7
AUTRES DISPOSITIONS

7.1 Privilèges et immunités de l'UIT

Aucune disposition du présent Mémorandum ne constitue une dérogation implicite ou explicite aux privilèges, immunités ou facilités dont jouit l'UIT ou l'un quelconque de ses fonctionnaires en vertu des accords internationaux et des législations nationales qui sont applicables à l'UIT, ni n'est considérée ou interprétée comme telle.

7.2 Informations confidentielles

Chaque Partie reconnaît et convient que toute information concernant l'autre Partie, y compris mais pas exclusivement le contenu du présent Mémorandum, les processus et formules techniques, les codes source, les noms, adresses et autres renseignements sur les utilisateurs et les publicitaires, la conception des produits, les ventes, les coûts et autres informations financières non publiées, la planification des produits et les données relatives à la commercialisation sont confidentiels et appartiennent à la Partie qui les fournit. Chaque Partie convient de prendre des mesures raisonnables, au moins équivalentes sur le fond aux mesures qu'elle aurait prises pour protéger ses propres informations privées, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date à laquelle les informations confidentielles ont été divulguées par l'autre Partie, pour empêcher la divulgation de toute informations confidentielle ou privée de celle-ci; elle peut toutefois autoriser ses employés ou agents à y accéder s'ils en ont besoin pour s'acquitter des obligations lui incombant au titre du présent Mémorandum. Des informations peuvent être librement divulguées lorsqu'elles sont connues du public, ou que la Partie réceptrice les connaît déjà ou les a acquises sans porter atteinte au présent Mémorandum; ou que la Partie réceptrice a elle‑même créé ces informations de manière indépendante et sans avoir recours aux informations confidentielles, et qu'elle peut le prouver par des pièces justificatives; ou encore que ces informations lui ont été transmises ultérieurement et de manière licite par une source distincte de la Partie divulgatrice. Par ailleurs, la Partie réceptrice peut divulguer des informations confidentielles si une Cour, un tribunal arbitral ou un organisme public ont valablement émis un ordre en ce sens, et dans le cas de l'UIT, si ses organes directeurs ont pris une décision en ce sens, dès lors que la Partie réceptrice fournit à la Partie divulgatrice: a) une notification écrite préalable de cette obligation; et b) la possibilité de s'opposer à la divulgation ou d'obtenir une ordonnance de protection. Dans un souci de clarté, si les Parties ont signé un accord de confidentialité, cet accord prévaut en cas de contradiction entre ses termes et ceux du présent Mémorandum pour ce qui concerne l'emploi des informations confidentielles ou privées des deux Parties.

7.3 Respect de la législation

Chaque Partie doit respecter la législation et la réglementation qui lui sont applicables dans le cadre des activités menées au titre du présent Mémorandum. Celui-ci, ainsi que les activités décrites ou envisagées dans les présentes dispositions, n'a été établi par les deux Parties que dans l'intérêt et pour le bien du public et conformément à la législation pertinente. Aucune Partie ne peut accorder son autorisation ou son approbation à un membre de son organisation, ou à toute personne ou entité agissant pour son compte, en vue de proposer, promettre, donner ou recevoir dans le cadre de l'exécution du présent Mémorandum toute forme de rémunération ou d'avantage, que ce soit directement ou indirectement par le biais d'intermédiaires, à toute personne en échange du fait que cette personne agisse ou s'abstienne d'agir dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, ou aide Cisco à conserver ou à obtenir des marchés.

L'UIT peut informer Cisco de toute préoccupation qu'elle pourrait avoir à l'égard de toute pratique commerciale en lui adressant un courriel à ethics@cisco.com, ou en la contactant au moyen de sa ligne d'assistance internationale au numéro 877-571-1700 (le prix de l'appel est pris en charge par Cisco).

On trouvera des informations supplémentaires dans le Code de conduite commerciale de Cisco (*Cisco Business Code of Conduct*) disponible sur le site web de la société consacré à la responsabilité sociale de l'entreprise:

<http://investor.cisco.com/investor-relations/governance/code-of-conduct/default.aspx>.

Toute allégation de corruption fera l'objet d'une enquête dans les plus brefs délais. Si les allégations sont fondées, des mesures de suivi appropriées seront immédiatement prises par Cisco conformément à ses politiques, procédures et lignes directrices applicables, lorsque ces allégations concernent le personnel ou les activités de Cisco, et par l'UIT, conformément à ses politiques, réglementations et règles applicables, lorsqu'elles concernent le personnel ou les activités de l'UIT.

Les Parties coopèreront mutuellement pour faciliter les enquêtes et les mesures de suivi concernant les allégations de fraude ou de corruption.

7.4 Limite de responsabilité

Dans toute la mesure autorisée par la législation, sauf si une Partie contrevient à ses obligations au titre de l'Article 7.2, une Partie ne peut en aucun cas être tenue responsable vis-à-vis de l'autre Partie de tout dommage direct, fortuit, indirect, particulier ou corollaire résultant du présent Mémorandum ou lié à celui-ci, ni de toute perte de données, d'informations de quelque sorte que ce soit, de marchés, de bénéfices ou d'autre perte de nature commerciale, quelle que soit leur cause.

7.5 Indépendance des Parties

Aucune disposition du présent Mémorandum et aucun acte effectué par les Parties au titre du Mémorandum ne saurait constituer de relation de partenariat ou de coentreprise, ou encore de relation entité principale-agent ou employeur-employé entre les Parties.

7.6 Traductions

Si le présent Mémorandum est traduit de l'anglais, la version en langue cible n'est fournie qu'à titre d'information et n'a pas de valeur juridique, que ce soit pour faciliter son interprétation ou dans tout autre but. En cas de contradiction ou de toute autre différence entre la version anglaise du présent Mémorandum et la version cible, c'est la version anglaise qui prévaut.

**EN FOI DE QUOI**, les Parties ont chargé leurs représentants dûment autorisés de signer le présent Mémorandum d'accord en deux (2) exemplaires originaux, en langue anglaise, à la/aux date(s) indiquée(s) ci-après.

|  |  |
| --- | --- |
| Pour l'Union internationale des télécommunications | Pour CISCO Systems, Inc. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**Mme Doreen Bogdan-Martin**Directrice du Bureau de développement des télécommunications | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**Mme Laura Quintan**Vice-Présidente et Directrice générale, Networking Academy Corporate Affairs |
| Date: 11.07.2019Lieu: Genève | Date: 31.07.2019Lieu: San Jose, Californie, états-Unis d'Amérique |

Annexe au Mémorandum d'accord concernant l'Initiative
sur les centres de transformation numérique

La présente Annexe contient des informations supplémentaires sur le cadre de coopération de haut niveau non exclusif et non contraignant établi en vertu du Mémorandum d'accord qui a été conclu entre l'UIT et la société CISCO en vue de mettre en œuvre l'Initiative sur les centres de transformation numérique (DTC). Elle vise essentiellement à synthétiser la manière dont les deux Parties conçoivent les fonctions des DTC, ainsi que les mesures qu'elles entendent prendre pour mettre en œuvre cette initiative, sous réserve de l'Article 3 du Mémorandum.

# 1 Fonctions des DTC

La principale fonction des DTC consiste à dispenser des formations et à mener d'autres activités en matière de renforcement des capacités dans les buts suivants:

• Renforcer les compétences numériques aux niveaux élémentaire et intermédiaire de différents groupes cibles afin de constituer une main-d'œuvre numérique et de permettre à chacun de participer réellement à l'économie numérique.

• Sensibiliser les responsables politiques et les décideurs de tous les secteurs à l'importance de la transformation numérique pour le développement socio-économique. Les programmes destinés à ce groupe cible particulier sont conçus de manière à permettre à ses bénéficiaires d'élaborer et de mettre en œuvre de manière plus efficace des politiques et des programmes numériques inclusifs à l'échelle nationale.

• Mener des recherches ou interpréter et exploiter des travaux de recherche déjà effectués pour recenser les lacunes en termes de compétences et les besoins de formation prioritaires.

# 2 Critères de sélection des DTC

Le processus de qualification des DTC est entièrement laissé à la discrétion de CISCO et de l'UIT. Les DTC seront notamment choisis en fonction des critères suivants, qui ne sont pas exclusifs:

• Ils seront choisis parmi des organismes à but non lucratif, notamment des centres de formation communautaires qui dispensent des formations dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), ou parmi des branches de certains établissements universitaires ayant des activités dans ce domaine.

• Les établissements concernés doivent être en mesure de dispenser des formations dans le domaine des TIC aux niveaux élémentaire et intermédiaire.

• Ils doivent disposer des infrastructures nécessaires, en termes de laboratoires et d'équipements matériels et logiciels de base, pour transmettre des compétences numériques aux niveaux élémentaire et intermédiaire.

• Ils doivent pouvoir démontrer qu'ils jouissent d'une bonne réputation dans le pays où ils mènent leurs activités, et éventuellement qu'ils entretiennent de bonnes relations avec les pouvoirs publics et les organismes locaux.

• Ils doivent être en mesure de mener des recherches sur les tendances du marché des TIC et d'analyser les besoins de formation dans leurs domaines d'activité, ou d'interpréter les travaux de recherche disponibles pour déterminer les priorités de formation.

• Ils doivent être en mesure de pratiquer l'enseignement à distance ou être disposés à le faire.

• Ils doivent avoir établi une déclaration de mission, un plan d'affaires et une stratégie cohérents avec les efforts déployés par Cisco et par l'UIT pour renforcer les compétences numériques.

• Ils doivent être axés sur l'innovation et être disposés à essayer de nouvelles méthodes ou à suivre des formations leur permettant de proposer de nouveaux programmes;

• Ils doivent s'engager à consacrer des ressources (humaines et financières) pour exécuter les programmes des DTC. Ils doivent être en mesure d'étendre directement ou indirectement (par la transmission de programmes pédagogiques à d'autres établissements de la région ou du monde) et de mettre en œuvre leur modèle de prestation de services éducatifs.

# 3 Processus de sélection des DTC

Au cours de la première phase (2019), les Parties vont utiliser un modèle de prise de contact avec les DTC pour permettre à ceux-ci de présenter leur candidature. Le processus de sélection proposé est le suivant:

• Un comité de sélection composé de représentants de l'UIT et de CISCO sera mis en place.

• Ce comité définira les qualifications minimales exigées des établissements qui souhaitent présenter leur candidature pour devenir un DTC.

• Un appel public sera lancé à tous les établissements souhaitant devenir un DTC. Il indiquera les qualifications minimales exigées, les informations que les candidats devront communiquer, le délai de soumission des candidatures et l'adresse à laquelle les informations devront être envoyées.

• La priorité sera accordée à la mise en place de DTC dans les pays dans lesquels l'UIT ou CISCO sont représentés, afin de disposer de meilleures capacités de suivi de l'initiative.

• Le nombre de DTC choisis dans la première phase ne peut dépasser 10 dans le monde entier. La première phase durera deux ans. Le nombre de DTC pourra ensuite augmenter après un examen des premiers résultats de l'initiative.

• La répartition géographique des 10 DTC dépendra de l'évaluation des besoins de chaque région, les régions ayant les besoins les plus importants recevant le plus grand nombre de DTC. Seuls les pays les moins avancés et les pays en développement pourront recevoir des DTC.

Dans les phases suivantes, les Parties conviendront du nombre de DTC en fonction de l'expérience acquise au cours de la première phase.

# 4 Mesures envisagées par les Parties

## 4.1 CISCO

CISCO souhaite entreprendre notamment les démarches suivantes à l'appui de l'initiative sur les DTC:

• Offrir gratuitement aux établissements choisis pour devenir des DTC le programme de cours en ligne et d'autres documents pédagogiques et informatifs, y compris une aide en ligne raisonnable. Tous ces éléments ont été élaborés par CISCO à l'intention de son programme de formation (*CISCO Academy Program*) et seront communiqués sous réserve que la propriété intellectuelle de CISCO soit suffisamment protégée.

• Mobiliser des partenaires du réseau qui offriront au programme des DTC des compétences et des capacités de recherche, ainsi qu'un accès à une base de données mondiale permettant de recenser les lacunes en matière de compétences.

• Participer à la définition des critères de sélection des futurs DTC.

• Participer au recensement et à la sélection des DTC.

• Participer à la définition des critères de suivi et d'évaluation des DTC.

• Participer au suivi et à l'évaluation des DTC.

## 4.2 UIT

L'UIT souhaite notamment jouer les rôles et assumer les responsabilités suivants à l'appui de l'initiative sur les DTC:

• Utiliser sa capacité d'action et son réseau à l'échelle mondiale pour promouvoir l'initiative des DTC.

• Participer à la définition des critères de sélection des futurs DTC.

• Participer au recensement et à la sélection des futurs DTC.

• L'UIT doit participer à toutes les réunions visant à gérer, suivre et évaluer les résultats des DTC.

• Faciliter des réunions avec certains gouvernements pour aider l'équipe UIT-CISCO à associer des gouvernements à l'initiative.

• Encourager des gouvernements à prendre part à l'initiative sur les DTC et à soutenir la mise en œuvre des programmes selon toutes les modalités convenues par les Parties.

• Mettre gratuitement à disposition ses documents de formation portant sur certains domaines particuliers et ses ressources connexes afin que les DTC puissent s'en servir dans le cadre de leurs formations.

• Promouvoir les activités des DTC par le biais de l'Académie de l'UIT et, à sa discrétion, par le biais d'autres plates-formes pertinentes dont elle dispose.

• Participer à la définition des critères de suivi et d'évaluation des DTC.

• Participer au suivi et à l'évaluation des DTC.

## 4.3 DTC

Les DTC doivent s'engager à jouer les rôles et assumer les responsabilités suivants, entre autres:

• Entreprendre des études de marché sur les besoins de formation au domaine du numérique dans un pays particulier, selon les demandes, et recenser les lacunes en matière de compétences numériques.

• Lorsque les informations sont disponibles auprès de partenaires des DTC ou d'autres acteurs, utiliser ces informations pour concevoir des plans de formation que les DTC mettront en œuvre.

• Utiliser des documents et des ressources de formation disponibles à l'UIT ou dans les centres de formation de CISCO (*CISCO Academies*) pour répondre aux besoins recensés par les études.

• Dispenser des formations directes et d'autres formes d'enseignement sur des sujets définis aux niveaux élémentaire et intermédiaire.

• Contribuer aux engagements et aux débats politiques en organisant des ateliers et des formations à l'intention des responsables politiques et des décideurs, et en offrant à ceux-ci des occasions de se rencontrer.

• Organiser des formations de formateurs pour permettre une transformation numérique rapide et favoriser l'adoption du numérique au niveau communautaire.

# 5 Suivi et évaluation

• à des fins de suivi et de compte rendu, les DTC doivent signer un accord avec l'UIT en vertu duquel ils s'engagent à mener un certain nombre d'activités visant à promouvoir et soutenir les objectifs de l'initiative sur les DTC.

• Des réunions doivent être organisées périodiquement, selon les souhaits de l'UIT et de CISCO, pour planifier, coordonner et suivre les activités des DTC.

• L'UIT et CISCO doivent définir les paramètres d'évaluation de la performance des DTC, et notamment fixer des cibles et des indicateurs de performance.

• L'UIT et CISCO doivent créer un outil de suivi permettant de mesurer l'efficacité des DTC.

# 6 Modèle économique des DTC

Les DTC doivent fonctionner selon un principe d'autonomie. Ils doivent donc facturer leurs services ou mobiliser des ressources financières pour être viables et pouvoir contribuer au renforcement des compétences numériques jusqu'à ce que la population ait adopté et utilise les outils numériques.

Ils peuvent bénéficier de diverses sources de financement, notamment les suivantes:

• Le paiement de leurs prestations de formation.

• Des financements communautaires.

• Des dons.

• Des financements publics.

• Des financements versés par des entreprises. Les DTC doivent viser une large population à la base de la pyramide numérique, et ils doivent participer à des programmes d'inclusion numérique susceptibles de les aider à obtenir des fonds de la part d'organismes de développement chargés de promouvoir cette inclusion.

# 7 Avantages du statut de DTC

Les établissements qui auront été choisis pour devenir des DTC disposeront d'un certain nombre d'avantages, notamment les suivants:

• Ils feront partie d'un réseau mondial d'établissements associé aux marques de l'UIT et de CISCO.

• Ils pourront accéder aux documents de formation de l'UIT et de CISCO et les utiliser.

• Ils pourront accéder à la plate-forme de formation en ligne de l'UIT et de CISCO et l'utiliser.

• Ils obtiendront des revenus en facturant les programmes des DTC.

• Ils bénéficieront du soutien de l'UIT, de CISCO et de leurs partenaires pour mener des recherches ou recueillir des informations sur les tendances des marchés numériques.

• Ils pourront tirer parti de l'influence mondiale dont dispose l'UIT auprès des principaux acteurs des compétences numériques, notamment le secteur public, le secteur privé et la communauté du développement.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| C:\Users\comas\AppData\Local\Temp\Rar$DRa0.735\jpg\ITU official logo_blue_RGB.jpg |  |  |

MéMORANDUM D'ACCORD

entre

L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

et

HUAWEI TECHNOLOGIES Co., Ltd

VISANT À ÉTABLIR UN CADRE DE COOPÉRATION DE HAUT NIVEAU
POUR RENFORCER LES CAPACITÉS ET DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES
DANS LE DOMAINE DES TIC

**LE PRÉSENT MÉMORANDUM D'ACCORD** (le "Mémorandum") est conclu par:

 L'**Union internationale des télécommunications** ("l'UIT"), une organisation intergouvernementale et l'institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication (TIC), dont le siège se trouve Place des Nations, CH‑1211 Genève 20, Suisse; et

 **Huawei Technologies Co., Ltd.** ("HUAWEI"), l'un des principaux fournisseurs de solutions TIC dans le monde, dont le siège se trouve à Huawei Industrial Base, Bantian Longgang, Shenzhen 518129, République populaire de Chine.

Aux fins du présent Mémorandum, l'UIT et la société HUAWEI sont ci-après dénommées collectivement les "Parties" et individuellement la "Partie".

**ATTENDU** que l'enseignement et la formation en matière de TIC visent à renforcer les compétences pour permettre à chacun de tirer le meilleur parti des technologies numériques et d'améliorer son niveau de vie, et qu'ils sont donc particulièrement fondamentaux au regard du développement durable.

**ATTENDU** que le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT continue de jouer un rôle central dans le renforcement de ces compétences numériques par le biais de nombreuses activités et produits. Selon la Résolution 71 de la Conférence de plénipotentiaires (Dubaï, 2018), ces produits sont notamment les produits et services relatifs au renforcement des capacités et au développement des compétences humaines comme les plates‑formes en ligne, les programmes de formation à distance et présentiels visant à améliorer les compétences pratiques, et le partage de documents, compte tenu des partenariats avec les acteurs spécialisés dans l'enseignement en matière de télécommunications/TIC.

**ATTENDU** que dans le contexte précité, le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT poursuit son programme de renforcement des capacités et de développement des compétences, notamment pour continuer à encourager la mise en place de partenariats coopératifs entre diverses parties prenantes et les acteurs spécialisés dans l'enseignement, la formation et le développement en matière de TIC.

**ATTENDU** que la société HUAWEI s'est engagée à ouvrir le monde du numérique à chaque personne, chaque foyer et chaque organisation pour créer un monde intelligent et entièrement connecté. HUAWEI prône l'ouverture, la collaboration et le partage de la réussite pour favoriser le développement durable.

**ATTENDU** queHUAWEI a déjà mis en place des activités de formation et de renforcement des capacités à l'appui de son réseau TIC mondial. Dans ce contexte, elle a établi 45 centres de formation sur l'ensemble de la planète, notamment trois centres de formation mondiaux, elle a créé plus de 550 écoles spécialisées dans les TIC (*HUAWEI ICT Academies*) et elle a recruté plus de 100 partenaires de formation agréés (*HUAWEI Authorized Learning Partners*), qui offrent des programmes de certification HUAWEI aux étudiants et aux professionnels des TIC. Par ailleurs, les activités de HUAWEI dans le domaine du renforcement des capacités ont permis de créer plus de 1 500 cours enseignés par plus de 1 000 enseignants spécialisés. Ces cours concernent non seulement les principaux domaines de l'écosystème des TIC tels que les infrastructures de télécommunication, les réseaux, les services et les matériels, mais aussi des innovations et des technologies de pointe comme la 5G, l'intelligence artificielle, l'Internet des objets, les mégadonnées, la réalité augmentée, etc.

**ATTENDU** que l'UIT et HUAWEI souhaitent maintenant exprimer leur intention mutuelle de coopérer dans le domaine du renforcement des capacités et du développement des compétences afin de tirer le meilleur parti des technologies numériques.

**ATTENDU** que les Parties souhaitent maintenant conclure le présent Mémorandum pour établir un cadre de haut niveau non exclusif et non contraignant destiné à cette coopération, qui est décrite ci‑après.

**PAR LE PRÉSENT MÉMORANDUM D'ACCORD**, les Parties entendent coopérer entre elles de la manière suivante:

ARTICLE 1
BUT DU MÉMORANDUM D'ACCORD; MISE EN ŒUVRE DE LA COOPÉRATION

Le présent Mémorandum a pour but d'établir un cadre de haut niveau non exclusif aux fins de la coopération que les Parties entendent instaurer mutuellement en vue de renforcer les capacités et de développer les compétences dans le domaine des TIC (ci‑après désignée collectivement par le terme de "coopération"), et qui est décrite plus en détail dans l'Article 2. Tout engagement contraignant ou obligation juridique concernant la mise en œuvre du présent Mémorandum doit faire l'objet d'un ou de plusieurs accords, documents de projet ou autres instruments juridiquement contraignants qui seront négociés, adoptés et signés de manière distincte par les Parties.

ARTICLE 2
PORTéE DE LA COOPéRATION MUTUELLE

Sous réserve de leurs règles, réglementations et procédures respectives, et conformément à celles‑ci, les Parties expriment par la présente leur intention mutuelle d'étudier la possibilité de coopérer dans le ou les domaines suivants:

2.1 Renforcer le potentiel du réseau de Centres d'excellence de l'UIT

Compte tenu du fait que l'UIT lance un nouveau cycle d'activités de ses Centres d'excellence, HUAWEI envisage de s'associer à certains Centres particuliers de ce réseau pour appuyer leurs efforts de renforcement des capacités. Dans ce contexte, l'UIT et HUAWEI vont examiner les domaines de priorité qui ont été définis pour les Centres dans les différentes régions et vont les mettre en correspondance avec les compétences de HUAWEI. Elles vont choisir des sujets relevant de certains domaines prioritaires pour lesquels HUAWEI pourra offrir son aide aux Centres (par exemple la 5G, l'Internet des objets, le large bande, etc.). HUAWEI communiquera ensuite à l'UIT les détails de l'aide qu'elle entend apporter et désignera les Centres qui pourront en bénéficier. L'UIT informera alors les Centres concernés du fait qu'ils peuvent bénéficier de l'aide de HUAWEI s'ils le souhaitent.

Le type d'aide que HUAWEI pourrait offrir directement aux Centres concernés variera selon le sujet et la région choisis, mais d'une manière générale cette aide pourrait comporter les éléments suivants: des contenus de formation, l'accès aux spécialistes de HUAWEI et à leurs compétences techniques, l'accès aux infrastructures de formation et aux laboratoires de HUAWEI ainsi que leur utilisation, le cas échéant, l'organisation de réunions et d'ateliers conjoints sur les sujets concernés, etc.

Les Parties sont conscientes du fait que la décision, pour un Centre d'excellence particulier, d'accepter une aide quelconque de HUAWEI au titre du présent Mémorandum relève exclusivement du Centre concerné et n'a aucune incidence, en tant que telle, sur l'évaluation de la qualité de fonctionnement du Centre prévue par le cadre réglementaire et contractuel pertinent.

2.2 Travailler ensemble pour renforcer les capacités dans le domaine des technologies de pointe

Les Parties vont envisager la possibilité de collaborer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'activités de formation et de renforcement des capacités sur des sujets choisis ensemble dans le domaine des technologies de pointe. Ces activités pourraient être axées sur la sensibilisation, la formation et l'échange de connaissances autour des sujets choisis, et peuvent se composer par exemple des éléments suivants:

• L'élaboration commune de documents de formation.

• La mise en œuvre commune de programmes de formation.

• L'organisation commune de réunions et d'ateliers pour partager les connaissances et l'expérience acquise en matière de renforcement des capacités sur ces sujets.

• L'organisation de salons et autres manifestations à l'échelle mondiale ou régionale sur ces sujets.

Dans ce contexte, les Parties vont déterminer si le premier sujet à aborder dans ces activités communes peut être celui de l'intelligence artificielle. L'UIT souhaite développer les capacités dans ce domaine au cours des années à venir, car ses membres semblent s'y intéresser de plus en plus. En s'appuyant sur son expérience dans la mise en place d'un programme de développement des talents en matière d'intelligence artificielle, HUAWEI pourrait contribuer à cette activité.

2.3 Travailler ensemble pour renforcer la recherche sur le développement des talents et des compétences dans le domaine des TIC et pour promouvoir ce développement.

L'économie numérique oriente le développement de nouvelles technologies et de nouveaux modèles d'innovation commerciale, ce qui fait naître de nouveaux profils d'emploi et de nouveaux besoins de compétences dans le domaine des TIC. Cette tendance remet profondément en question le domaine du développement des talents numériques.

À cet égard, les Parties vont examiner la possibilité de mener ensemble des activités visant à améliorer la recherche sur le développement des talents numériques, en travaillant notamment sur la prévision des tendances, les méthodes de recherche sur ce développement et le partage des bonnes pratiques. Ces activités peuvent comporter en particulier les éléments suivants:

• Mener des recherches communes sur les tendances mondiales ou régionales du développement des talents dans le domaine des TIC, ainsi que sur la demande et l'offre de ces talents.

• Mener des recherches communes sur les nouveaux profils d'emploi et les nouveaux cadres de compétences à l'ère du numérique.

• Mener des recherches communes sur les formes de coopération qui apparaissent dans l'écosystème des talents dans le domaine des TIC.

• Promouvoir ensemble les résultats de ces recherches.

ARTICLE 3
NATURE DU MéMORANDUM; MODALITéS FINANCIèRES

3.1 Le présent Mémorandum n'est pas destiné à devenir un instrument contraignant entre les Parties et ne doit pas être considéré ou interprété comme tel. Aucune disposition du présent Mémorandum ne saurait faire naître une quelconque obligation ou responsabilité fiduciaire ou juridique de l'une quelconque des Parties.

3.2 Le présent Mémorandum ne fait naître aucun engagement ou obligation de quelque type que ce soit et ne doit pas être considéré ou interprété comme source d'engagements ou d'obligations explicites ou implicites de la part de l'une quelconque des Parties en matière de financement ou de versement de fonds; et toute activité qui pourra être menée au titre de ce Mémorandum sera assujettie et subordonnée à la condition que chaque Partie dispose de ressources humaines, financières et autres suffisantes.

3.3 Les Parties reconnaissent qu'aucun élément du présent Mémorandum, de la coopération en question ou des activités menées par les Parties pour mettre en œuvre ce Mémorandum ne peut être interprété comme valant approbation directe ou indirecte par l'UIT de toute politique ou tout produit, service ou autre offre commerciale de HUAWEI ou d'une tierce partie. À cet égard, toute activité susceptible d'être menée au titre du présent Mémorandum, et tout document, élément pédagogique et autre information qui est créé, partagé, publié ou communiqué dans le contexte de cette activité doit respecter les principes suivants:

a) Promouvoir les objectifs de l'UIT en matière de renforcement des capacités tels qu'ils sont énoncés dans la Constitution et la Convention de l'UIT et établis par le cadre réglementaire de l'UIT régissant les activités de renforcement des capacités et de formation.

b) Préserver l'impartialité et la neutralité de l'UIT.

c) Présenter toutes les informations d'une manière équitable, impartiale, exhaustive et neutre sur le plan technologique.

d) Ne pas faire référence de manière directe ou indirecte à des produits ou services particuliers, ni faire de toute autre manière de déclaration favorable ou défavorable à des produits ou services.

e) Ne pas faire référence à des marques de produits ou de services ni à des indications de certification.

ARTICLE 4
ENTRÉE EN VIGUEUR; MODIFICATION ET DÉNONCIATION

4.1 Le présent Mémorandum entre en vigueur à la date à laquelle il est signé par les deux Parties, et ses dispositions restent applicables jusqu'à ce qu'il prenne fin conformément aux conditions prévues.

4.2 Le présent Mémorandum ne peut être modifié ou complété qu'en vertu d'un document écrit convenu mutuellement entre les Parties et signé par celles-ci. Toute modification doit être jointe en annexe au Mémorandum et en fait partie intégrante.

4.3 Le présent Mémorandum peut être dénoncé par l'une ou l'autre Partie, qui en informe par écrit l'autre Partie au moins trente (30) jours avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

ARTICLE 5
VOIE DE COMMUNICATION ET NOTIFICATIONS

5.1 Pour faciliter la mise en œuvre des accords et autres modalités susceptibles d'être convenus entre les Parties dans le cadre du présent Mémorandum, la voie de communication entre les Parties est la suivante:

Pour l'UIT:

Union internationale des télécommunications
Place des Nations
CH-1211 Genève 20
Suisse
A l'attention de M. Eun-Ju Kim,
Chef du Pôle de connaissances numériquesTéléphone: +41 22 730 59 00Courriel: eun-ju.kim@itu.int

Pour HUAWEI:

Huawei Technologies Co., Ltd
Huawei Building, No. 3 Xinxi Lu Shangdi, Haidian
Haidian 100085, Beijing
République populaire de Chine
Attention: M. Gang Wu, Directeur chargé du développement des alliances avec les entreprises
Téléphone: +86 13301128614Courriel:newman.wugang@huawei.com

5.2 Chaque Partie peut, par notification écrite à l'autre Partie, désigner des représentants suppléants ou remplaçants.

ARTICLE 6
RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Tout différend entre les Parties découlant du présent Mémorandum est réglé à l'amiable par voie de négociation directe entre les Parties, ou de toute autre manière mutuellement convenue par écrit entre les Parties.

ARTICLE 7
PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Aucune disposition du présent Mémorandum ne constitue une dérogation implicite ou explicite aux privilèges, immunités ou facilités dont jouit l'UIT ou l'un quelconque de ses fonctionnaires en vertu des accords internationaux et des législations nationales qui sont applicables à l'UIT, ni n'est considérée ou interprétée comme telle.

**EN FOI DE QUOI**, les Parties ont chargé leurs représentants dûment autorisés de signer le présent Mémorandum en deux (2) exemplaires originaux, en langue anglaise, à la/aux date(s) indiquée(s) ci-après.

|  |  |
| --- | --- |
| Pour l'Union internationale des télécommunications | Pour Huawei Technologies Co., Ltd |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**M. Houlin Zhao**Secrétaire général | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**M. Houkun Hu**Vice-Président |
| Date: 7 août 2019Lieu: Genève, Suisse | Date: 11 septembre 2019Lieu:  |

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

Mémorandum d'accord

entre

l'Université de Zhejiang (ZJU)

et

l'Union internationale des télécommunications (UIT)

**ATTENDU** que l'Université de Zhejiang fait partie du groupe des meilleures universités de Chine appelé Ligue C9, qu'elle prend part aux activités académiques de l'UIT, et qu'elle s'est engagée à faire progresser les connaissances en offrant des programmes fondamentaux et indépendants et en menant des recherches d'envergure internationale, à transmettre des connaissances dans un environnement d'apprentissage actif animé par des enseignants à la pointe de leur discipline, et à appliquer ces connaissances pour le bien de la société, tant directement qu'en collaboration avec d'autres organisations.

**ATTENDU** que l'UIT, en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies pour les télécommunications et les TIC, regroupant 193 États Membres et plus de 900 membres du secteur privé et du monde universitaire, élabore des normes internationales, des réglementations en matière de radiocommunication, de bonnes pratiques et des cadres politiques et réglementaires, met en place des plates-formes et organise des manifestations, publie des rapports et des statistiques, dispense des formations et met en œuvre des projets en vue d'élargir l'accès aux services de télécommunication et de TIC dans le monde entier.

**ATTENDU** quel'UIT et l'Université de Zhejiang (ci-après dénommées individuellement la "Partie" et collectivement les "Parties") expriment leur souhait et leur intention mutuels d'établir une coopération dans le domaine des télécommunications et des TIC, notamment en menant des activités dans les domaines de l'éducation, de la formation et du renforcement des capacités pour favoriser l'échange et la diffusion d'informations techniques, améliorer les communications et faciliter les contacts entre les institutions du secteur privé et du monde universitaire, et promouvoir la compréhension et la coopération entre les membres de l'UIT et de l'Université de Zhejiang.

**ATTENDU** que les Parties souhaitent désormais conclure le présent Mémorandum d'accord (ci‑après le "Mémorandum") pour établir un cadre non contraignant destiné à cette coopération, dont les activités sont détaillées ci‑après.

**PAR LE PRéSENT MéMORANDUM D'ACCORD**, les Parties entendent coopérer entre elles de la manière suivante:

# 1 COLLABORATION

1.1 Le présent Mémorandum a pour but d'établir un cadre de haut niveau non contraignant et non exclusif aux fins de la coopération que les Parties entendent instaurer mutuellement (ci‑après désignée collectivement par le terme de "coopération") dans les domaines convenus ensemble, qui sont décrits plus en détail dans l'Article 1.2.

1.2 Sous réserve de leurs règles, réglementations et procédures respectives, les Parties expriment par la présente leur intention mutuelle de collaborer dans les domaines suivants:

a) étudier les possibilités de collaborer dans le cadre de manifestations mondiales, régionales et nationales et de mener des recherches dans les domaines de la radiocommunication, de la normalisation et du développement des télécommunications et des TIC, y compris sur des technologies de pointe et des questions connexes telles que l'intelligence artificielle, le multimédia et les services en ligne, la 5G, la radiodiffusion numérique, l'Internet des objets, les villes intelligentes, les mégadonnées, la cybersécurité et la confidentialité des données;

b) étudier les possibilités de collaborer à des publications offrant un point de vue holistique et un large éventail de perspectives sur les nouvelles tendances, en s'appuyant sur des recherches sur la réglementation technique, commerciale et politique, ainsi que sur les conséquences sociétales plus larges des TIC;

c) offrir aux étudiants de l'Université de Zhejiang la possibilité de faire des stages à l'UIT dans le cadre d'activités ou de projets particuliers; et

d) étudier les possibilités de collaborer dans le domaine de la formation et du renforcement des capacités et des compétences, notamment pour proposer des formations en ligne, en exploitant les compétences disponibles.

# 2 NATURE DU MéMORANDUM; MISE EN ŒUVRE DE LA COOPéRATION

2.1 Le présent Mémorandum n'est pas destiné à devenir un instrument contraignant entre les Parties et ne doit pas être considéré ou interprété comme tel. Aucune disposition de ce Mémorandum ne saurait faire naître une quelconque obligation ou responsabilité fiduciaire ou juridique de l'une quelconque des Parties. De même, le présent Mémorandum ne fait naître aucun engagement ou obligation de quelque type que ce soit et ne doit pas être considéré ou interprété comme source d'engagements ou d'obligations explicites ou implicites de la part de l'une quelconque des Parties en matière de financement ou de versement de fonds; et toute activité qui pourra être menée au titre de ce Mémorandum sera assujettie et subordonnée à la condition que chaque Partie dispose de ressources humaines, financières et autres suffisantes.

2.2 Les modalités et conditions applicables aux activités de coopération (notamment, mais pas exclusivement, en ce qui concerne les questions financières, juridiques et opérationnelles, ainsi que les droits, rôles et responsabilités respectifs des Parties, s'il y a lieu) seront établies au moyen d'un ou de plusieurs accords ou autres instruments juridiquement contraignants, qui seront négociés, adoptés et signés de manière distincte par les deux Parties lorsque le présent Accord aura été mis en œuvre.

2.3 Pendant toute la durée de validité du présent Mémorandum, les Parties peuvent annoncer publiquement qu'elles collaborent dans le cadre des activités énumérées à l'Article 1 ci‑dessus.

# 3 NOTIFICATIONS

Tous les échanges d'informations ou autres notifications au titre du présent Mémorandum doivent de préférence être effectués par courriel, ou si nécessaire par courrier recommandé, adressé aux personnes de contacts indiquées ci-dessous ou à toute autre personne désignée par écrit par l'une des Parties à l'autre:

|  |  |
| --- | --- |
| POUR L'UNIVERSITÉ DE ZHEJIANGLI MinDirecteur, Office of Global Engagement866 Yuhangtang RoadZhejiang UniversityHangzhou, 310058, République populaire de ChineCourriel: minli@zju.edu.cn | POUR L'UITChristopher ClarkChef de la Division du marketing et des relations avec les partenairesUnion internationale des télécommunicationsPlace des NationsCH-1211 Genève 20, SuisseCourriel: christopher.clark@itu.int |

# 4 ENTRéE EN VIGUEUR; MODIFICATION ET DéNONCIATION

Le présent Mémorandum restera en vigueur pendant cinq (5) ans à compter de la date de la dernière signature, étant entendu qu'il peut être dénoncé par l'autorité compétente de l'une ou l'autre Partie, qui en informe par écrit l'autre Partie au moins trois (3) mois à l'avance. Il ne peut être modifié ou étendu qu'en vertu d'un document écrit convenu mutuellement entre les Parties. Une fois approuvée par les deux Parties, toute modification fait partie intégrante du Mémorandum.

# 5 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS; PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE L'UIT

5.1 Tout différend entre les Parties découlant du présent Mémorandum est réglé à l'amiable par voie de négociation directe entre les Parties, ou de toute autre manière mutuellement convenue par écrit entre les Parties.

5.2 Aucune disposition du présent Mémorandum ne constitue une dérogation implicite ou explicite aux privilèges, immunités ou facilités dont jouit l'UIT ou l'un quelconque de ses fonctionnaires en vertu des accords internationaux et des législations nationales qui sont applicables à l'UIT, ni n'est considérée ou interprétée comme telle.

**EN FOI DE QUOI**, les Parties ont chargé leurs représentants dûment autorisés de signer le présent Mémorandum en deux (2) exemplaires originaux, en langue anglaise, à la/aux date(s) indiquée(s) ci-après.

|  |  |
| --- | --- |
| **Pour l'Université de Zhejiang** | **Pour l'Union internationale des télécommunications** |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**WU Zhaohui**Président | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**Houlin Zhao**Secrétaire général |
| Lieu/date: Genève, le 13 septembre 2019 | Lieu/date: Genève, le 13 septembre 2019 |

|  |  |
| --- | --- |
| ITU |  |

Déclaration commune

de

l'Union internationale des télécommunications (UIT)

et de

l'Autorité nationale de l'Arabie saoudite pour la cybersécurité (NCA)

visant à poursuivre la promotion de la coopération internationale
en matière de cybersécurité

**Déclaration commune**

de la part de:

• l'**Autorité nationale de l'Arabie saoudite pour la cybersécurité** (*National Cybersecurity Authority*, NCA), seule autorité officielle et référent national en matière de cybersécurité en Arabie saoudite, dont le siège se trouve à Riyadh 12382, Arabie saoudite, et qui est dénommée "NCA" ci‑après; et

• l'**Union internationale des télécommunications**, une organisation intergouvernementale et l'institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication (TIC), dont le siège se trouve Place des Nations, CH‑1211 Genève 20, Suisse, et qui est dénommée "UIT" ci‑après.

Ces deux entités sont ci-après dénommées collectivement les "Parties".

Attendu que les deux Parties souhaitent étudier les possibilités d'établir une collaboration dans le but de renforcer la cybersécurité, compte tenu du fait:

a) Que selon le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et la Conférence de plénipotentiaires de 2010, l'un des rôles essentiels de l'UIT est d'instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), et que les dirigeants participant au SMSI ont chargé l'UIT de jouer un rôle moteur dans la coordination des efforts mondiaux visant à réduire les risques et vulnérabilités liés à la société de l'information.

b) Que la Résolution 130 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires charge le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux de l'UIT de faciliter l'accès aux outils nécessaires pour renforcer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC pour tous les États Membres, conformément aux dispositions adoptées par le SMSI en ce qui concerne la mise en place d'un accès universel et non discriminatoire aux TIC pour tous les pays.

c) Que la Résolution 45 (Rév. Dubaï, 2014) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications de l'UIT charge notamment le Directeur du Bureau de développement des télécommunications de soutenir les initiatives des États Membres, en particulier des pays en développement, concernant les mécanismes propres à renforcer la coopération dans le domaine de la cybersécurité, et d'aider les pays en développement à améliorer leur état de préparation afin d'assurer un niveau de sécurité élevé et efficace pour leurs infrastructures essentielles de télécommunication/TIC.

d) Que l'Autorité nationale pour la cybersécurité est la seule autorité officielle en matière de cybersécurité en Arabie saoudite, que sa mission consiste notamment à promouvoir la cybersécurité et à élaborer et mettre en œuvre la stratégie et la politique nationales, ainsi que les mécanismes de gouvernance, les cadres, les normes, les mesures de contrôle et les directives dans le domaine de la cybersécurité, et qu'elle représente le Royaume auprès des organisations, services et comités bilatéraux, régionaux et internationaux liés à la cybersécurité.

La NCA et l'UIT annoncent leur intention, conformément à leur programme de travail, leur mandat et leur réglementation respectifs, de prendre les mesures suivantes:

1) Poursuivre la promotion de la coopération internationale sur la cybersécurité dans le contexte des initiatives prises par l'UIT en la matière. À cette fin, les deux Parties étudieront la possibilité de travailler ensemble dans le domaine de la cybersécurité et d'élaborer et publier des études et des rapports sur l'état de préparation des États Membres de l'UIT et sur leur engagement en faveur de la cybersécurité.

2) Envisager de travailler ensemble pour organiser des manifestations sur le thème de la cybersécurité en Arabie saoudite, en vue de favoriser le renforcement des capacités dans la région et à l'échelle internationale.

3) Envisager que la NCA mette un ou plusieurs de ses spécialistes à la disposition de l'UIT, éventuellement au titre d'un détachement de personnel, pour appuyer les activités de l'UIT en matière de cybersécurité.

4) Envisager de concevoir et élaborer ensemble un lexique électronique, en utilisant des ressources existantes pertinentes et des termes reconnus à l'échelle internationale, afin de faciliter la compréhension des principaux termes liés à la cybersécurité.

Les deux Parties nommeront une personne de contact dans un délai de trente jours à compter de la signature de la présente déclaration commune pour faciliter la mise en œuvre de celle-ci. Elles reconnaissent que la présente annonce ne fait naître aucun droit ou obligation envers l'une ou l'autre Partie.

|  |  |
| --- | --- |
| **Pour l'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS** | **Pour l'AUTORITÉ NATIONALE DE L'ARABIE SAOUDITE POUR LA CYBERSÉCURITÉ** |
| Date: 11.09.2019 | Date: 26.09.2019 |
| Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Nom: **Mme Doreen Bogdan-Martin** | Nom: **M. Khalid A. Alsabti** |
| Fonction:Directrice du Bureau de développement des télécommunications (BDT)Union Internationale des télécommunications (UIT) | Fonction:Gouverneur de l'Autorité nationale de l'Arabie saoudite pour la cybersécurité |

MéMORANDUM D'ACCORD

entre

l'Union internationale des télécommunications

et

l'Agence nationale des télécommunications de la République fédérative du Brésil (ANATEL)

en vue d'aider l'Union internationale des télécommunications (UIT) à effectuer des mesures concernant les cas de brouillages préjudiciables pour lesquels
une administration demande l'assistance de l'UIT

L'Agence nationale des télécommunications de la République fédérative du Brésil (ANATEL), dont le siège se trouve SAUS Quadra 6, Blocos C, E, F e H, Distrito Federal, Brésil, représentée par son Président, et l'Union internationale des télécommunications (UIT), dont le siège se trouve Place des Nations, Genève, Suisse, représentée par le Directeur du Bureau des radiocommunications (collectivement dénommées les "Parties" ci-après):

*Rappelant* que la Constitution de l'UIT (numéro 12) stipule, en particulier, que l'UIT"coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays".

*Rappelant* que le Règlement des radiocommunications de l'UIT(numéros 0.7 et 0.8) vise notamment à "assurer la mise à disposition et la protection contre les brouillages préjudiciables des fréquences utilisées aux fins de détresse et de sécurité" et à "aider à prévenir et à résoudre les cas de brouillage préjudiciable entre les services radioélectriques de différentes administrations".

*Rappelant* que le Règlement des radiocommunications de l'UIT (numéro 15.28) dispose, en particulier, que les administrations conviennent de traiter en priorité tout brouillage préjudiciable causé à des fréquences de détresse et de sécurité ainsi qu'aux fréquences utilisées pour la sécurité et la régularité des vols.

*Rappelant* que le Règlement des radiocommunications de l'UIT (numéro 0.3) est fondé sur le principe selon lequel les fréquences radioélectriques et les orbites associées, y compris l'orbite des satellites géostationnaires, sont des ressources naturelles limitées qui doivent être utilisées de manière rationnelle, efficace et économique.

*Rappelant* que "pour tendre à une utilisation efficace et économique du spectre des fréquences radioélectriques et contribuer à l'élimination rapide des brouillages préjudiciables, les administrations conviennent de continuer à étendre les moyens de contrôle des émissions et de coopérer, dans la mesure pratiquement possible, au perfectionnement progressif du système de contrôle international des émissions" (numéro 16.1 du Règlement des radiocommunications de l'UIT).

*Rappelant* que "au niveau international, les droits et les obligations des administrations vis-à-vis de leurs propres assignations de fréquence et de celles des autres administrations dépendent de l'inscription desdites assignations dans le Fichier de référence international des fréquences..." (numéro 8.1 du Règlement des radiocommunications de l'UIT).

*Rappelant* que le Bureau des radiocommunications "... est le seul responsable de la tenue à jour du Fichier de référence …" (numéro 13.4 du Règlement des radiocommunications de l'UIT).

*Rappelant* que "les administrations effectuent, dans la mesure où elles l'estiment possible, les contrôles qui peuvent leur être demandés par d'autres administrations ou par le Bureau" (numéro 16.5 du Règlement des radiocommunications de l'UIT).

*Rappelant* que le Règlement des radiocommunications del'UIT(numéro 17.2) contient des dispositions visant à faire interdire et réprimer "l'interception, sans autorisation, de radiocommunications qui ne sont pas destinées à l'usage général du public".

*Rappelant* que le Règlement des radiocommunications de l'UIT(numéro 17.3) contient des dispositions visant à faire interdire et réprimer la divulgation du contenu, ou simplement de l'existence, de "la publication ou tout usage quelconque … des renseignements de toute nature obtenus en interceptant les radiocommunications mentionnées au numéro 17.2" du Règlement des radiocommunications del'UIT; et

*Notant* que les administrations concernées souhaitent et peuvent aider l'UIT, par l'intermédiaire des stations de contrôle des émissions qui sont situées dans les limites de leur juridiction, à veiller au respect des dispositions précitées;

*Sont convenues de ce qui suit:*

# 1 Objectif et portée

**1.1** L'objectif du présent Mémorandum d'accord est d'établir le cadre de l'assistance fournie à l'UIT par ANATEL au moyen de sa station terrienne de contrôle des émissions spatiales EMSAT‑RIO[[1]](#footnote-1).

**1.2** Le présent Mémorandum d'accord comprend:

• un protocole relatif à l'assistance à fournir pour régler les cas de brouillages préjudiciables, de façon à trouver rapidement une solution aux brouillages, conformément à l'Article 15 et au numéro 13.2 du Règlement des radiocommunications de l'UIT, selon qu'il conviendra. Ce protocole figure dans l'Annexe 1 du présent Mémorandum d'accord;

• un protocole relatif à une demande de l'UIT concernant la fourniture de données de contrôle, lorsque des brouillages sont signalés par suite de problèmes de coordination (numéro 11.41 de l'Article 11 du Règlement des radiocommunications de l'UIT). Ce protocole figure dans l'Annexe 1 du présent Mémorandum d'accord.

# 2 Définitions

|  |  |
| --- | --- |
| UIT | Union internationale des télécommunications représentée, après la signature du Mémorandum d'accord, par le Directeur du Bureau des radiocommunications  |
| Administration | Service ou département gouvernemental responsable des installations des stations de contrôle des émissions et leur exploitation |
| Administration concernée | Service ou département gouvernemental demandant l'assistance de l'UIT pour résoudre des cas de brouillages préjudiciables causés par des satellites |
| Station | Station terrienne de contrôle des émissions (EMSAT-RIO) située à Rio de Janeiro, au Brésil |
| Numéro de référence | Numéro de tâche unique qui sera fourni par la station effectuant la tâche à la demande de l'UIT |

# 3 Procédures

## 3.1 Soumission des demandes

3.1.1 L'UIT peut soumettre des demandes à la station de contrôle par courriel, conformément aux tâches décrites au § 1.2, avec copie à l'administration concernée.

3.1.2 La station de contrôle confirmera rapidement à l'UIT, par courriel, la réception de la demande indiquant le numéro de référence de la station ainsi que le début et la durée prévus de la tâche.

## 3.2 Exécution des demandes

3.2.1 Pour l'exécution des demandes, les règles ci‑après concernant l'ordre de priorité sont applicables:

3.2.1.1 Les demandes de l'UIT concernant des mesures seront classées dans la catégorie de priorité 1 ou 2 et seront traitées, à l'intérieur de chaque catégorie de priorité, dans l'ordre des dates de réception.

3.2.1.2 Les demandes relatives à des cas de brouillages préjudiciables et concernant des services de détresse et de sécurité de la vie humaine ainsi que des fréquences utilisées pour la sécurité et la régularité des vols du service aéronautique seront classées dans la catégorie de priorité 1.

3.2.1.3 Toutes les autres demandes seront classées dans la catégorie de priorité 2.

3.2.1.4 À la fin de chaque opération, l'Administration établira un rapport final et le transmettra directement à l'UIT.

3.2.1.5 Si pour quelque raison que ce soit, l'Administration n'est pas en mesure d'effectuer l'opération liée à la demande de l'UIT, ou qu'elle n'est pas disponible pour le faire, elle peut décliner la demande.

## 3.3 Personnes à contacter

3.3.1 Chaque Partie désignera un point de contact pour la coordination de toutes les mesures jugées nécessaires afin que le présent Mémorandum d'accord soit dûment appliqué.

3.3.2 Le premier contact avec l'Administration sera établi par l'UIT.

3.3.3 S'agissant des demandes d'assistance relatives à des cas de brouillages préjudiciables, dès que le premier contact aura été établi conformément au § 3.3.2 ci-dessus, et sous réserve de l'autorisation préalable de l'Administration responsable des installations de la station de contrôle des émissions, des renseignements pourront être échangés directement entre la station et l'opérateur du satellite dont les services subissent des brouillages préjudiciables.

3.3.4 La liste des personnes à contacter se trouve dans l'Annexe 2.

# 4 Dispositions finales

## 4.1 Règlement des différends

Tout différend découlant du présent Mémorandum d'accord et de ses annexes ou s'y rapportant doit être réglé à l'amiable, par voie de négociations directes entre les Parties ou par tout autre moyen convenu par écrit entre les Parties.

## 4.2 Durée, dénonciation et modification

4.2.1 Le présent Mémorandum d'accord est valable et prend effet pour une durée indéterminée. Toutefois, il peut être dénoncé à l'initiative de l'une ou l'autre Partie, moyennant un préavis de six mois adressé par écrit à l'autre Partie.

4.2.2 En cas de dénonciation, les Parties prennent les mesures nécessaires pour faire en sorte que la dénonciation ne porte pas préjudice aux activités en cours dans le cadre du présent Mémorandum d'accord.

4.2.3 Le présent Mémorandum d'accord ne peut être modifié que par accord écrit mutuel signé par les Parties. Toute modification sera considérée comme faisant partie intégrante du présent Mémorandum d'accord. Chaque Partie accordera toute son attention aux propositions de modification présentées par l'autre Partie et les examinera avec bienveillance.

# 5 Entrée en vigueur

Le présent Mémorandum d'accord entrera en vigueur à la date de sa signature par les deux Parties.

# 6 Privilèges, immunités et facilités

6.1 L'UIT est une organisation intergouvernementale et une institution spécialisée des Nations Unies qui bénéficie à ce titre des privilèges, immunités et facilités découlant de ce statut, tel qu'il est reconnu par les accords internationaux applicables ainsi que par les législations nationales pertinentes.

6.2 Aucune disposition du présent Mémorandum d'accord ou découlant de celui-ci ne doit être considérée comme une dérogation implicite ou explicite aux privilèges, immunités ou facilités de l'UIT.

# 7 Intégralité de l'Accord

7.1 Le présent Mémorandum d'accord constitue avec toutes ses annexes le seul accord entre les Parties en rapport avec son objet et annule et remplace tous les accords, communications, négociations ou autres arrangements préalables, oraux ou écrits, entre les Parties concernant son objet.

7.2 Toutes les annexes jointes au présent Mémorandum d'accord en font partie intégrante. En cas de divergence ou de contradiction entre le présent Mémorandum d'accord d'une part, et l'une de ses annexes d'autre part, les clauses et conditions du Mémorandum d'accord prévalent.

**EN FOI DE QUOI**, le Président de l'Agence nationale des télécommunications de la République fédérative du Brésil et le Directeur du Bureau des radiocommunications de l'UIT, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Mémorandum d'accord en double exemplaire en anglais et en portugais. Si le présent Mémorandum d'accord est signé à des dates différentes, il entrera en vigueur à la date de signature la plus tardive.

|  |  |
| --- | --- |
| **Pour l'Union internationale des télécommunications**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | **Pour l'Agence nationale des télécommunications (ANATEL)**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| **Mario Maniewicz**Directeur du Bureau des radiocommunications | **Leonardo Euler de Morais**Président d'ANATEL |
| Date: 31.10.2019 | Date: 31.10.2019 |
| Lieu: Charm el-Cheikh | Lieu: Charm el-Cheikh |

Annexe 1

Protocole à appliquer pour signaler et traiter des cas de brouillages préjudiciables (priorités 1 et 2)

Pour signaler et traiter des cas de brouillages préjudiciables, des renseignements détaillés seront fournis au moyen des informations et des procédures figurant dans le Rapport UIT‑R SM.2181[[2]](#footnote-2)\* relatif à l'utilisation de l'Appendice 10 du Règlement des radiocommunications pour transmettre des informations, y compris des informations de géolocalisation.

Annexe 2

Liste des personnes à contacter

1) Union internationale des télécommunications (UIT)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| UITBureau des radiocommunicationsCH-1211 Genève 20Suisse | Courriel:Tél.: | Space.monitoring@itu.intbrmail@itu.int+41 22 730 5536 |

2) Agence nationale des télécommunications

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ANATELAssessoria Internacional orSuperintendencia de FiscalizaçaoSAUS Quadra 6, Bloco H, Asa SulBrasilia/DFCEP: 70070-940Brésil | Courriel:Tél.: | msat@anatel.gov.br ain@anatel.gov.br+55 61 2312 2831 |

****

Lettre d'intention

en faveur de la mise en œuvre de la Stratégie de l'UIT
pour la jeunesse à l'échelle mondiale

**L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS** ("l'UIT"), une organisation intergouvernementale et l'institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication (TIC), représentée par son Bureau régional pour l'Europe à Genève; et

**TOGETHER AGAINST CYBERCRIME INTERNATIONAL** (TaC), une organisation à but non lucratif établie en Suisse par la société civile pour lutter contre la cybercriminalité et agir en faveur de la cybersécurité et la protection en ligne des enfants. TaC est également très active dans le domaine de la gouvernance de l'Internet et encourage les débats sur l'emploi des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les jeunes, ainsi que le dialogue entre les jeunes et les adolescents par le biais du *Youth IGF Movement* (mouvement du forum IGF pour la jeunesse). Ce mouvement a été inspiré et agréé par l'*Internet Governance Forum* (IGF, forum sur la gouvernance de l'Internet). L'IGF est fondé sur le mandat énoncé au paragraphe 72 de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, adopté en 2005;

(ci-après dénommées collectivement les "Parties" et individuellement la "Partie")

**NOTANT** la **Résolution 198 de la Conférence de plénipotentiaires** intitulée l'"Autonomisation des jeunes au moyen des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication" (Rév, Dubaï, 2018), aux termes de laquelle l'UIT doit:

− "poursuivre les échanges avec les jeunes, par le biais des communications, du renforcement des capacités et des activités de recherche, en ce qui concerne l'inclusion numérique";

− "tenir compte des préoccupations relatives aux jeunes dans la mise en œuvre du plan stratégique et du plan financier de l'UIT pour la période 2020-2023, ainsi que dans les plans opérationnels des Secteurs et du Secrétariat général";

− "tirer parti des initiatives menées à bien au cours des quatre dernières années et accélérer l'autonomisation des jeunes dans l'ensemble de l'UIT, dans les limites des ressources budgétaires existantes, afin de garantir le renforcement des capacités et la promotion des jeunes";

− "continuer à faire en sorte que les préoccupations relatives aux jeunes soient prises en compte dans les programmes de travail, les méthodes de gestion et les activités de développement des ressources humaines de l'UIT, et soumettre chaque année au Conseil de l'UIT un rapport écrit sur les progrès accomplis".

**NOTANT** en outre que selon la **Résolution 198 de la Conférence de plénipotentiaires**,"les jeunes sont en droit de bénéficier d'une inclusion économique, sociale et numérique à part entière". Dans ce contexte, les technologies de l'information et de la communication (TIC) offrent aux jeunes un moyen de contribuer et de participer activement à leur développement socio-économique et d'en tirer le meilleur parti. Connectés les uns aux autres comme jamais auparavant, les jeunes veulent apporter leur contribution à leur communauté, proposer des solutions innovantes et promouvoir le progrès social ainsi que le changement. Le fait de donner la parole aux jeunes est particulièrement important dans le cadre des travaux de l'UIT, car ils adoptent naturellement les technologies. Les jeunes vont hériter du monde que les technologies sont en train de modeler. Il est essentiel d'entendre leur voix et l'expression de leurs attentes vis-à-vis de la technologie, et de veiller à ce qu'ils soient acteurs de la solution à apporter aux défis que le monde doit relever.

**NOTANT** la **Résolution 76 de la Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2017**, intitulée "Promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication au service de l'autonomisation socio‑économique des jeunes femmes et des jeunes hommes", aux termes de laquelle:

− "le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT‑D) (…) doit continuer d'appuyer la mise en œuvre d'activités, de projets et de manifestations visant à promouvoir les applications des TIC au service des jeunes femmes et des jeunes hommes, en particulier en ce qui concerne l'emploi, l'esprit d'entreprise et l'éducation, et contribuera ainsi au développement éducatif et socio‑économique et à l'autonomisation des jeunes, compte tenu du Programme de développement durable à l'horizon 2030";

− "l'UIT-D, dans le cadre de l'objectif d'inclusion numérique qu'il s'est fixé, continuera d'appuyer les travaux visant à promouvoir l'utilisation des TIC au service des jeunes femmes et des jeunes hommes".

**ATTENDU** que les Parties souhaitent renforcer une coopération non contraignante entre elles, en tirant parti de leurs forces et de leurs compétences respectives.

**Par la présente Lettre d'intention**, les Parties conviennent de ce qui suit:

# 1 But de la présente Lettre d'intention

La présente Lettre d'intention a pour but d'établir un cadre juridiquement non contraignant destiné à la coordination et la collaboration que les Parties entendent mettre mutuellement en œuvre dans les domaines définis à l'alinéa 2 (ci-après dénommées la "coopération"), conformément à leurs mandats, règles, réglementations et procédures respectifs.

# 2 Domaines de coopération

2.1 Dans ce contexte, les Parties entendent œuvrer ensemble pour:

1) Aider l'UIT à mener des consultations avec de jeunes dirigeants sur les principaux points de la Stratégie pour la jeunesse de l'UIT en s'appuyant sur le *Youth IGF Movement*, qui a été instauré à l'initiative de TaC.

2) Aider l'UIT à mettre en œuvre sa Stratégie pour la jeunesse, le cas échéant.

3) Par le biais du *Youth IGF Movement*, permettre aux jeunes d'exprimer leur point de vue en participant à des réunions, des manifestations et des programmes de l'UIT, conformément aux règles, réglementations et procédures de celle-ci.

4) Par le biais du *Youth IGF Movement*, échanger périodiquement des informations sur les priorités des jeunes, et en particulier des femmes et des jeunes filles, dans le domaine du numérique.

5) Travailler ensemble au renforcement des capacités des jeunes dans le domaine du numérique, et en particulier dans les domaines prioritaires au sens du mandat de l'UIT, comme par exemple la sécurité en ligne et la cybersécurité.

6) Favoriser la mise en œuvre et la promotion des Lignes directrices sur la protection en ligne des enfants.

2.2 La mise en œuvre de toute activité commune particulière énoncée à l'alinéa 2.1 ci‑dessus, notamment mais pas exclusivement en ce qui concerne les rôles, les responsabilités, les droits et les obligations de chaque Partie, ainsi que les aspects financiers, juridiques et opérationnels, les résultats escomptés, les programmes de travail et les budgets afférents à ces activités communes, si les Parties concluent un accord en ce sens, sera définie dans un accord de coopération officiel complété par un document de projet ou d'autres instruments qui pourraient être négociés, adoptés et signés de manière distincte par les Parties lorsque la présente Lettre d'intention aura été mise en œuvre.

# 3 Statut de la présente Lettre d'intention

3.1 La présente Lettre d'intention n'a pour objet que d'exprimer les intentions des Parties; elle n'est pas destinée à devenir un instrument juridiquement contraignant entre les Parties et ne doit pas être considérée ou interprétée comme tel. Aucune disposition de cette Lettre d'intention ne saurait faire naître une quelconque obligation ou responsabilité fiduciaire ou juridique de l'une quelconque des Parties selon le droit national ou international.

3.2 Il convient de noter que la présente Lettre d'intention ne constitue nullement un instrument juridiquement contraignant et ne fait naître aucun engagement ou obligation de quelque type que ce soit, et qu'elle ne doit pas être considérée ou interprétée comme source d'engagements ou d'obligations explicites ou implicites de la part de l'une quelconque des Parties en matière de financement ou de versement de fonds; et toute activité qui pourra être menée au titre de cette Lettre d'intention sera assujettie et subordonnée à la condition que chaque Partie dispose de ressources humaines, financières et autres suffisantes.

# 4 Formes de coopération antérieures entre les Parties

La présente Lettre d'intention ne remplace pas et ne préjuge pas d'autres formes de coopération entre les Parties concernant d'autres domaines.

Elle est signée ci-dessous par les représentants dûment autorisés des Parties précitées en deux (2) exemplaires originaux, en langue anglaise:

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Pour:** | **Signatures:** | **Date:** | **Nom et Titre:** |
| **l'Union internationale des télécommunications (UIT)** | **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** | **2 avril 2020** | **Mme Doreen Bogdan-Martin****Directrice du Bureau de développement des télécommunications** |
| **Together against Cybercrime International (TaC)** | **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** | **\_\_ / \_\_ / \_\_\_** | **Mme Yuliya Morenets****Fondatrice** |

|  |  |
| --- | --- |
| **المملكة العربية السعودية****الهيئة السعودية للبيانات والذكاء الاصطناعي** |
| **MÉMORANDUM D'ACCORD (MOU) entre l'Autorité saoudienne pour les données et l'intelligence artificielle du Royaume d'Arabie saoudite et l'Union internationale des télécommunications aux fins de la coopération dans le domaine de l'intelligence artificielle** | **مشروع مذكرة تفاهم بين الهيئة السعودية للبيانات والذكاء الاصطناعي في المملكة العربية السعودية والاتحاد الدولي للاتصالات للتعاون في مجال الذكاء الاصطناعي**  |
|  |  |
| **ATTENDU** quel'Autorité saoudienne pour les données et l'intelligence artificielle en Arabie saouditeet l'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS souhaitent faire part de leur intention mutuelle de coopérer, dans le cadre du mandat de l'UIT, en vue de concevoir, d'élaborer et de mettre en œuvre des activités, des projets et des initiatives destinés à intensifier les efforts déployés pour optimiser les avantages de l'intelligence artificielle, afin de promouvoir ledéveloppement durable.ARTICLE 1Présentation des deux Parties:1) Autorité saoudienne pour les données et l'intelligence artificielle (SAUDI DATA AND AI Authority – SDAIA): autorité gouvernementale s'occupant des domaines touchant aux données et à l'intelligence artificielle et spécialisée dans les affaires nationales liées aux données et la gestion des ressources d'information nationales. Au nombre des domaines de responsabilité de la SDAIA figurent également l'hébergement et la gestion de la gouvernance des données et des applications nationales, la conception, l'exploitation et l'hébergement de plates‑formes gouvernementales, l'élaboration de stratégies nationales en matière de données et d'intelligence artificielle ainsi que la supervision de la mise en œuvre de ces stratégies.2) UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS: institution spécialisée des Nations Unies chargée des TIC qui s'engage à connecter le monde et offre une tribune mondiale pour la formulation d'orientations générales, le renforcement des capacités et la normalisation technique dans le domaine des TIC, y compris les technologies émergentes, en vue de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable.ARTICLE 2Objet du présent Mémorandum d'Accord:1) Le présent Mémorandum d'Accord a pour but d'établir un cadre de haut niveau non exclusif destiné à la coopération dans le domaine de l'intelligence artificielle pour atteindre les objectifs décrits en détail conformément au paragraphe 3 du présent Article.2) Les modalités et conditions applicables à la coopération (notamment en ce qui concerne les questions financières, juridiques et opérationnelles, ainsi que les droits, rôles et responsabilités respectifs des Parties, s'il y a lieu) seront établies au moyen d'un ou de plusieurs accords, documents de projet ou autres instruments juridiquement contraignants formulés par écrit et qui seront négociés, adoptés et signés de manière distincte par les deux Parties lorsque le présent Mémorandum d'Accord aura été mis en œuvre.3) Sous réserve des autres dispositions du présent Mémorandum d'Accord, les Parties expriment par la présente leur intention mutuelle de coopérer entre elles, dans le cadre du mandat de l'UIT, dans le but de concevoir, d'élaborer et de mettre en œuvre des activités, des projets et des initiatives visant à renforcer les efforts déployés par l'UIT. Il pourrait s'agir de concevoir des initiatives telles que le "Cadre sur l'état de préparation à l'intelligence artificielle", qui consisteront à étudier et mettre en évidence les mesures prises, les bonnes pratiques suivies et les progrès accomplis par les pays en ce qui concerne les cadres stratégiques en matière d'intelligence artificielle.ARTICLE 3Nature du présent Mémorandum d'Accord; dispositions financières:Le présent Mémorandum d'Accord n'est pas destiné à devenir un instrument contraignant et ne doit pas être considéré ou interprété comme tel.ARTICLE 4Voie de communication et notifications:Pour faciliter la mise en œuvre des accords et autres modalités susceptibles d'être convenus entre les Parties dans le cadre du présent Mémorandum d'Accord, les deux parties échangent leurs coordonnées respectives.ARTICLE 5Règlement des différends:Tout différend entre les Parties découlant du présent Mémorandum d'Accord est réglé à l'amiable par voie de négociation directe entre les Parties.ARTICLE 6**Privilèges et immunités:**Aucune disposition du présent Mémorandum d'Accord ne constitue une dérogation implicite ou explicite aux privilèges, immunités ou facilités dont jouit l'UIT ou l'un quelconque de ses fonctionnaires en vertu des accords internationaux et des législations nationales qui sont applicables à l'UIT, ni n'est considérée ou interprétée comme telle.ARTICLE 7Dispositions finales:Le présent Mémorandum d'accord entrera en vigueur à la date de la dernière notification mutuelle entre les deux Parties – par la voie officielle – par laquelle il sera confirmé que les procédures nécessaires à l'approbation ont été menées à bonne fin.La durée du présent Mémorandum d'accord n'est pas précisée, et ledit Mémorandum restera en vigueur à moins que l'une des Parties n'exprime par écrit – par la voie officielle – la même volonté de le résilier ou de ne pas le reconduire avant (trois) mois au moins à compter de la date indiquée pour la résiliation.Le présent Mémorandum d'accord sera modifié avec l'accord des deux Parties par un échange de notes, par la voie officielle, et chaque modification qui y sera apportée sera soumise aux procédures d'approbation et d'entrée en vigueur, conformément aux prescriptions réglementaires internes de chaque Partie**Le présent Mémorandum d'accord a été établi le jeudi 05/03/1442 de l'hégire, correspondant au 22 octobre 2020 de l'ère chrétienne, en deux exemplaires originaux, en langues arabe et anglaise, les deux textes faisant également foi.** | إن الهيئة السعودية للبيانات والذكاء الاصطناعي في المملكة العربية السعودية و الاتحاد الدولي للاتصالات ( والمشار اليهما فيما بعد بالطرفين) رغبة منهما في التعبير عن نيتهما المشتركة للتعاون، في إطار ولاية الاتحاد الدولي للاتصالات، لغرض تصميم وتطوير وتنفيذ الأنشطة والمشاريع والمبادرات الهادفة إلى تعزيز الجهود الرامية إلى تعظيم فوائد الذكاء الاصطناعي من أجل النهوض بالتنمية المستدامة.**المادة**1**التعريف بالطرفين**:1-الهيئة السعودية للبيانات والذكاء الإصطناعي: جهة حكومية تُعنى بمجالات البيانات والذكاء الاصطناعي ومختصة بشؤون البيانات الوطنية وإدارة الأصول المعلوماتية الوطنية، واستضافة وإدارة حوكمة البيانات والتطبيقات الوطنية، وتطوير وتشغيل واستضافة المنصات الحكومية، ووضع الاستراتيجيات الوطنية للبيانات والذكاء الاصطناعي والإشراف على تنفيذها.2-الاتحاد الدولي للاتصالات: هو وكالة متخصصة تابعة للأمم المتحدة لتكنولوجيا المعلومات والاتصالات، ملتزم بربط العالم وتوفير منصة عالمية لتوجيه السياسات وبناء القدرات والتقييس التقني بشأن تكنولوجيا المعلومات والاتصالات، بما في ذلك التقنيات الناشئة، بهدف المساعدة في تحقيق أهداف التنمية المستدامة.ا**لماد**ة 2**الغرض من المذكرة**:1- الغرض من هذه المذكرة هو إنشاء إطار- رفيع المستوى وغير حصري – للتعاون في مجال الذكاء الاصطناعي المتفق عليه بشكل مشترك بشكل كامل وبموجب الفقرة 3 من هذة المادة. 2- ستحدد الشروط والأحكام ذات الصلة بشأن التعاون (بما في ذلك ما يتعلق بالمسائل المالية والقانونية والتشغيلية، وكذلك الحقوق والأدوار والمسؤوليات الخاصة بالموقعين، إن وجدت) في إحدى الاتفاقيات الملزمة أو وثائق المشروع أو الصكوك الأخرى التي سيتم التفاوض عليها بشكل منفصل والموافقة عليها والتوقيع عليها من قبل كلا الطرفين بعد نفاذ هذه مذكرة.3- مع مراعاة الأحكام الأخرى لهذه المذكرة، يؤكد الطرفان بموجب هذه المذكرة عن عزمهم على التعاون مع بعضهم البعض، في إطار إدارة الاتحاد الدولي للاتصالات، لغرض تصميم وتطوير وتنفيذ الأنشطة والمشاريع والمبادرات الهادفة إلى تعزيز جهود الاتحاد وأن يشمل ذلك تطوير مبادرات مثل "إطار عمل منهجية الذكاء الاصطناعي" الذي سيستكشف ويسلط الضوء على استجابات البلدان والتقدم المحرز وأفضل الممارسات المتعلقة بإطارات سياسات الذكاء الاصطناعي. **المادة 3****طبيعة مذكرة التفاهم؛ الترتيبات المالية:**لا يُقصد من هذه المذكرة أن تكون اتفاقية ملزمة ، ولن تعتبر أو تفسّر على أنها ملزمة.**المادة** 4**قناة الاتصالات والإشعارات:**لأغراض تسهيل تنفيذ الاتفاقيات والترتيبات الأخرى التي قد يتم وضعها من قبل الأطراف الموقعة في إطار مذكرة التفاهم هذه، يتبادل الطرفان معلومات الاتصال الخاصة بكل منهما. **المادة 5****تسوية المنازعات**: أي نزاع ينشأ بين الطرفين يتعلق بهذه المذكرة، سيحل عن طريق المفاوضات الودية المباشرة بينهما.**المادة 6****الامتيازات والحصانات:**لا يوجد أي شيء وارد في مذكرة التفاهم هذه أو يتعلق بها يشكل أو يعتبر أو يفسر على أنه تنازل، سواء كان صريحًا أو ضمنيًا، عن أي من الامتيازات أو الحصانات أو التسهيلات التي يتمتع بها الاتحاد الدولي للاتصالات أو أي من مسؤولية بموجب الاتفاقيات الدولية والقوانين الوطنية التي تنطبق عليه.**المادة 7****أحكام ختامية*:***تدخل هذة المذكرة حيز النفاذ من تاريخ اخر إشعار متبادل بين الطرفين- عبر القنوات الرسمية – يؤكد استكمال الإجراءات اللازمة للموافقة عليها.مدة هذة المذكرةغير محددة، وتضل سارية مالم يبداء أحد الطرفين كتابة – عبر القنوات الرسمية- رغبته في إنهائها او عدم تجديدها قبل (ثلاثة) أشهر على الأقل من التاريخ المحدد للإنهاء.تعدل هذة المذكرة باتفاق الطرفين من خلال تبادل المذكرات عن طريق القنوات الرسمية، وكل تعديل عليها يخضع لإجراءت اعتمادها ودخولها حيز النفاذ، وذلك وفق المتطلبات النظامية الداخلية لكل طرف.**حررت هذة المذكرة في يوم الخميس 05/03/1442هـ الموافق 22/10/2020م، من نسختين أصليتين باللغتين: العربية والإنجليزية، والنصان متساويان في الحجية**. |
|  |  |
| **Autorité saoudienne pour les données et l'intelligence artificielle**Personne autorisée | **الهيئة السعودية للبيانات والذكاء الاصطناعي**المسؤول المُفوض  |
| Signature:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | التوقيع: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Nom:**Dr. Abdullah Sharaf Alghamdi** | الاسم: **د. عبد الله بن شرف الغامدي** |
| TitrePrésident de l'Autorité saoudienne pour les données et l'intelligence artificielle | المنصب: رئيس الهيئة السعودية للبيانات والذكاء الاصطناعي |
| Date:05/03/1442 de l'hégire (22 octobre 2020 de l'ère chrétienne)  | التاريخ: 05/03/1442هـ الموافق 22/10/2020م |
| Pour et au nom de**UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS** Personne autorisée | باسم أو نيابةً عن**شركة الاتحاد الدولي للاتصالات**المسؤول المُفوض  |
| Signature:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | التوقيع: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Nom:**M. Houlin Zhao** | الاسم: **السيد. هولين زهاو** |
| TitreSecrétaire général de l'UIT | المنصب: الأمين العام للاتحاد الدولي للاتصالات |
| Date:05/03/1442 de l'hégire (22 octobre 2020 de l'ère chrétienne)  | التاريخ: 05 /03/1442هـ الموافق 22 /10/2020م |

|  |  |
| --- | --- |
| ITU |  |

# Lettre d'accord

Nous nous référons aux aspects de la collaboration énoncés dans la Déclaration commune signée le 26 septembre 2019 et à la note de synthèse que nous avons élaborée, qui figure dans l'Annexe 3, et souhaitons définir dans la présente Lettre d'accord et son annexe ("Accord") les conditions selon lesquelles l'Autorité nationale pour la cybersécurité ("National Cybersecurity Authority" – "NCA") du Royaume d'Arabie saoudite s'engage à fournir un appui financier à l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour conclure un partenariat stratégique et lancer un programme mondial unique et complet sur le thème "Créer un cyberespace sain et sécurisé au profit des enfants". Cet appui servira à apporter une assistance technique aux pays en développement concernant la protection en ligne des enfants et à renforcer les capacités des pays. Il est prévu que le résultat de cette assistance technique de l'UIT favorise le renforcement de la coordination internationale entre les États Membres de l'UIT dans le domaine de la protection en ligne des enfants.

Pour ce faire, la NCA versera à l'UIT un montant ("Montant") de USD 1,612,500 (un million six cent douze mille cinq cents dollars) pour la mise en œuvre des activités décrites dans l'Annexe 1 de la présente Lettre d'accord (désignées collectivement par l'expression "Activités"), Annexe 1 qui fait partie intégrante du présent Accord.

La NCA et l'UIT reconnaissent avoir l'intention de prendre conjointement des mesures additionnelles concernant la protection en ligne des enfants, pour lesquelles un paiement financier de la NCA pourra ne pas être nécessaire, ou n'a pas encore été défini ou convenu. La NCA et l'UIT considèrent que ces mesures pourront inclure celles qui sont énumérées dans l'Annexe 2 du présent Accord et souhaitent préciser que les modalités et conditions applicables à la mise en œuvre desdites mesures (y compris, mais non exclusivement, en ce qui concerne les questions juridiques et opérationnelles) seront établies au moyen d'un ou de plusieurs accords écrits ou autres instruments juridiquement contraignants qui seront négociés, adoptés et signés de manière distincte par la NCA et l'UIT lorsque le présent Accord aura été mis en œuvre. Le Montant sera payé en totalité par la NCA en un seul versement effectué dans les 90 jours suivant la signature du présent Accord par la NCA et l'UIT.

Le Montant sera utilisé par l'UIT exclusivement aux fins décrites dans l'Annexe 1. L'UIT gèrera le Montant et mettra en œuvre les Activités conformément aux règles, règlements, procédures et pratiques applicables à l'UIT. En conséquence, le recrutement et l'administration du personnel, l'achat des équipements, des fournitures et des services, ainsi que la conclusion des contrats sont réalisés, dans chaque cas, sous réserve des dispositions pertinentes de ces règles, règlements et procédures et en conformité avec celles-ci. Le Montant et les Activités seront exclusivement

soumis aux procédures d'audit interne et de vérification extérieure des comptes prévues dans les règles, règlements et procédures de l'UIT en matière financière. L'UIT appliquera des frais de services administratifs et opérationnels de 7,5% sur toutes les dépenses qu'elle effectuera au moyen du Montant.

L'UIT n'assumera la responsabilité d'aucun engagement, ni ne se chargera de la poursuite de la réalisation des Activités, à moins que le financement n'en ait été assuré dans son intégralité et que le Montant n'ait été reçu par l'UIT conformément à l'échéancier établi dans le présent Accord.

Si le Montant n'est pas suffisant pour couvrir tous les coûts et toutes les dépenses se rapportant à la mise en œuvre des Activités, le champ et/ou le budget des Activités seront réexaminés et ajustés, selon que de besoin, par les Parties afin de veiller à ce que ces coûts et dépenses ne soient pas supérieurs au Montant. Tout reliquat du Montant qui n'a pas été utilisé à l'achèvement de toutes les Activités sera utilisé à l'appui et aux fins de la mise en œuvre des activités de l'UIT-D, de la manière dont en décidera l'UIT.

La NCA fournira à l'UIT ainsi qu'à ses fonctionnaires et sous-traitants toute l'assistance que l'UIT jugera nécessaire à la mise en œuvre des Activités, comprenant notamment: i) l'accès aux matériels, documents, informations, bureaux, installations physiques et moyens de communication, équipements, réseaux, ressources humaines et autres ressources nécessaires et leur utilisation; et ii) l'exécution satisfaisante et en temps voulu des mesures dont la NCA est responsable, telles qu'elles sont décrites dans l'Annexe 1; et iii) la délivrance ou l'obtention de tous les permis, autorisations, visas, dispenses, certificats et autres instruments nécessaires. L'UIT n'assumera aucune responsabilité ou obligation découlant du fait que la NCA soit dans l'incapacité de verser le Montant ou de fournir l'assistance susmentionnée ou tarde à le faire, ni aucune responsabilité ou obligation s'y rapportant.

Les Parties prennent acte et conviennent que tous les droits, titres, responsabilités et obligations se rattachant à un équipement quel qu'il soit (tel que défini dans le présent Accord) sont automatiquement et immédiatement transférés et rattachés au Partenaire ou à un tiers bénéficiaire concerné à la date la plus proche à laquelle cet équipement a été livré au Partenaire ou à un tiers bénéficiaire et à laquelle ceux-ci l'ont reçu, en ont accusé réception ou l'ont utilisé ou exploité. Aux fins du présent Accord, le terme "Équipement" désigne les matériels, logiciels, accessoires, outils, fournitures ou équipements qui sont achetés, acquis ou livrés dans le cadre de la mise en œuvre de l'un quelconque des Projets.

La propriété (y compris les droits de propriété intellectuelle) des rapports, études, matériels, articles ou autres œuvres intellectuelles originales résultant de la mise en œuvre des Activités qui sont produits par l'UIT ou ses sous-traitants dans les langues officielles de l'UIT reviendra à l'UIT, conformément aux politiques de l'UIT. La NCA se verra accorder un droit et une licence mondiaux, perpétuels et exempts du paiement de redevances pour l'utilisation, la reproduction et la distribution à des fins non commerciales de ces œuvres protégées par le droit d'auteur.

En cas de force majeure ou de toute autre circonstance échappant au contrôle raisonnable de l'UIT ou de la NCA et retardant, suspendant ou empêchant la mise en œuvre de l'une quelconque des Activités, les Parties se concerteront et négocieront ensemble en vue de convenir mutuellement d'une solution appropriée. Aucune des Parties ne sera considérée comme manquant à ses obligations au titre du présent Accord si la mise en œuvre de celui-ci est retardée, suspendue ou empêchée par un cas de force majeure ou une autre circonstance échappant à son contrôle raisonnable, et aucune indemnité ne sera réclamée par l'autre Partie en pareil cas.

L'UIT et la NCA examineront plus avant la manière dont il sera pris acte de la contribution de la NCA lors de la mise en œuvre des activités décrites dans l'Annexe 1 et se mettront d'accord à ce sujet; il pourra être pris acte de cette contribution lors des réunions de l'UIT consacrées à la protection en ligne des enfants, sur les plates-formes des réseaux sociaux et les supports médiatiques, ainsi qu'en faisant mention de l'appui financier de la NCA dans les produits ou résultats liés aux Activités.

Les Parties se consultent au sujet de toute question liée à des pratiques frauduleuses, à des pratiques de corruption et à des conflits d'intérêts, ou pouvant découler de telles pratiques ou conflits d'intérêts, dans le cadre du présent Accord. Toutes les allégations de corruption font l'objet d'une enquête dans les plus brefs délais. Si les allégations sont fondées, des mesures de suivi appropriées sont prises sans délai par le Partenaire, conformément à ses politiques, procédures et lignes directrices applicables, lorsque ces allégations concernent le personnel ou les activités du Partenaire, et par l'UIT, conformément à ses politiques, réglementation et règles applicables, lorsqu'elles concernent le personnel ou les activités de l'UIT. Les Parties coopèrent mutuellement afin de faciliter la réalisation des enquêtes et la mise en œuvre des mesures de suivi concernant des allégations de fraude ou de corruption.

Le présent Accord entrera en vigueur dès sa date de signature par la NCA et l'UIT. Ses dispositions continueront à s'appliquer et à prendre effet jusqu'à ce que les Parties se soient acquittées de tous leurs droits et obligations respectifs, conformément au présent Accord.

Le présent Accord pourra être résilié par l'une ou l'autre Partie, moyennant un préavis écrit de trente (30) jours au moins, signifié à l'autre Partie. En pareil cas, les coûts encourus et les engagements prévisionnels de dépenses pris par l'UIT en rapport avec le présent Accord avant la date à laquelle la résiliation prendra effet seront imputés sur le Montant.

Les termes et conditions énoncés dans le présent Accord ou dans l'une quelconque de ses Annexes pourront être modifiés ou annulés, sous réserve que les amendements soient consignés par écrit et signés par les deux Parties. Tout amendement devra être annexé au présent Accord, dont il fera partie intégrante. Aucune des Parties ne pourra transférer ou céder le présent Accord ou l'un quelconque de ses droits ou obligations en vertu du présent Accord sans avoir obtenu l'accord écrit préalable de l'autre Partie, à ceci près que l'UIT aura le droit, qu'elle pourra exercer à sa discrétion, de sous-traiter l'exécution de tout ou partie des Activités.

Tout différend entre les Parties découlant du présent Accord ou en relation avec celui-ci sera réglé directement et à l'amiable entre les Parties par voie de négociations ou par tout autre moyen mutuellement convenu par écrit entre les Parties.

Le présent Accord est rédigé en anglais, langue qui fera foi et prévaudra sur toute version ou traduction qui pourra être faite. Toute version dans une autre langue quelle qu'elle soit sera élaborée pour des raisons pratiques uniquement et ne liera pas les Parties.

En tout temps pendant toute la durée du présent Accord ou de la mise en œuvre des Activités, la NCA s'assurera et permettra que l'UIT soit exonérée i) de tout impôt direct (à l'exception de la rémunération de services d'utilité publique) et ii) de tous droits de douane et prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation a) à l'égard d'objets importés ou exportés par l'UIT pour son usage officiel et/ou b) à l'égard de ses publications, et appliquera par analogie, sans réserve et dans l'intérêt de l'UIT, les privilèges, immunités et facilités prévus par les dispositions de

la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de 1946 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 16 février 1946, à laquelle l'Arabie saoudite est Partie depuis le 3 septembre 2015.

Aucune disposition contenue dans le présent Accord ou relative ne sera considérée ou interprétée comme une renonciation explicite ou implicite aux privilèges, immunités et facilités dont jouit l'UIT ou l'un quelconque de ses fonctionnaires en vertu des accords internationaux et des législations nationales qui lui sont applicables.

Les deux exemplaires originaux de la présente Lettre d'accord doivent être signés et datés par l'UIT et la NCA. L'un de ces exemplaires originaux signés sera retourné à la NCA accompagné d'une facture avec les coordonnées bancaires correspondantes pour permettre le paiement du Montant.

Au nom de l'Autorité nationale pour la cybersécurité (NCA)

Nom: Khalid A. Alsabti

Titre: Gouverneur de l'Autorité nationale pour la cybersécurité

Date:

Au nom de l'Union internationale des télécommunications (UIT)

Nom: Doreen Bogdan-Martin

Titre: Directrice du Bureau de développement des télécommunications

Date:

Annexe 1 – Portée et calendrier préliminaire des Activités

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Calendrier | Activités | Indicateurs de résultats | Effort estimé (USD) |
| **Axe de travail 1 – Renforcement des cybercompétences sur la protection en ligne des enfants**  |
| Cet axe de travail bénéficiera de l'appui d'une personne à temps plein pendant 20 mois. | 100 000 |
| **Activité 1 – Diffusion des Lignes directrices en plusieurs langues** | 100 000 |
| **Novembre 2020 – novembre 2021** | • Diffusion des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants en encourageant des tiers à élaborer des supports connexes dans les langues nationales.• Campagne de sensibilisation sur les Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants en utilisant les supports élaborés dans les langues nationales (cela comprend la localisation du contenu des supports relatifs à la protection en ligne des enfants). | • Au moins 20 langues nationales prises en compte par les supports relatifs à la protection en ligne des enfants élaborés par des tiers, et organisation d'au moins 5 formations en présentiel. |  |
| **Activité 2 – Formations en présentiel et en ligne pour les jeunes** | 100 000  |
| **Janvier 2021 – mai 2021** | • Organisation de formations en présentiel et en ligne pour associer les communautés d'enfants et de jeunes aux consultations et à la création conjointe des processus liés à la protection en ligne des enfants. | • Élaboration d'au moins un programme adaptable et durable sur la sécurité en ligne des enfants.• Organisation d'au moins 50 cours en ligne dans les 6 langues officielles dans le cadre de formations en présentiel.• Organisation d'au moins 500 enquêtes, sondages, concours ou autres activités différents permettant d'autres types de participation, pour garantir les consultations et la participation. |  |
| **Mai 2021 – mai 2022** | • Mise en œuvre de la formation. |
| **Mai 2022 – novembre 2022** | • Suivi et évaluation. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Activité 3 – Programmes de formation des formateurs**  | 200 000  |
| **Juin 2021 – novembre 2021** | • Concevoir des programmes de "formation des formateurs", pour faire en sorte que les parties prenantes, y compris les professionnels des TIC, les parents, les tuteurs et les éducateurs, aient accès à des outils relatifs à l'acquisition de cybercompétences par le biais de plates-formes innovantes (qui seront également accessibles aux groupes marginalisés des zones rurales) et transmettent leurs connaissances à leurs homologues et à la jeune génération. | • Organisation de formations à l'intention des communautés de jeunes en utilisant les supports relatifs à la protection en ligne des enfants dans les langues nationales, dans le cadre de l'Activité 1.• Élaboration de programmes de "formation des formateurs" sur la base de supports relatifs à la protection en ligne des enfants dans les langues nationales, dans le cadre de l'Activité 1. |  |
| **Novembre 2021 – novembre 2022** | • Mise en œuvre du programme. |
| **Décembre 2022 – juin 2023** | • Suivi et évaluation. |
| **Activité 4 – Création d'un jeu et d'une application en ligne** | 200 000  |
| **Janvier 2021 – décembre 2021** | • Créer un jeu pour les enfants de moins de 13 ans et une application mobile pour les enfants de moins de 18 ans, sur la base des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants, qui mettra en scène Sango, la mascotte en matière de protection en ligne des enfants. Le jeu devra être à code source ouvert, afin de pouvoir être adapté au contexte national. Étude sur les jeux possibles et évaluation des solutions possibles. | • Création et mise en œuvre d'un jeu en ligne et d'une application mobile. |  |
| Sous-total par axe de travail | 700 000 |

|  |
| --- |
| **Axe de travail 2 – Appui aux fins de l'élaboration de politiques en matière de protection en ligne des enfants**  |
| Cet axe de travail bénéficiera de l'appui d'une personne à temps plein pendant 24 mois. | 150 000 |
| **Activité 1 – Adoption de cadres nationaux** | 300 000  |
| **Janvier 2021 – novembre 2023** | • Appui aux fins de l'élaboration de projets de cadres nationaux ou identification des éléments prioritaires d'un cadre national pour la protection en ligne des enfants.• Suivi et évaluation en fonction du développement de la stratégie.• Sur la base de consultations avec des experts internationaux, élaboration de 10 principes généraux sur la protection en ligne des enfants, en étoffant et en prenant en compte les cadres existants. | • Élaboration d'au moins 15 projets de cadres nationaux ou de rapports sur l'évaluation des priorités.• Mise en œuvre d'au moins 5 processus indépendants de suivi et d'évaluation pour évaluer l'efficacité de la stratégie.• Élaboration et adoption de 10 principes généraux sur la protection en ligne des enfants par au moins 10 pays ou parties prenantes du secteur privé. |  |
| **Activité 2 – Renforcement des capacités des professionnels des TIC et des acteurs gouvernementaux**  | 150 000  |
| **Janvier 2021 – novembre 2023** | • Appui dans le domaine du renforcement des capacités concernant les compétences nécessaires pour renforcer la sécurité en ligne des enfants dans le contexte des domaines d'action de l'UIT.• Les activités de renforcement des capacités comprendront: des ateliers pratiques, des consultations dans le cadre de tables rondes et des formations qui viendront s'ajouter aux programmes de formation des formateurs, à l'intention des professionnels des TIC, des travailleurs sociaux et des représentants du secteur de l'éducation. | • Validation ou élaboration de plans de mise en œuvre pour au moins 15 politiques nationales en matière de protection en ligne des enfants, y compris au moins 5 activités et programmes de renforcement des capacités. |  |
| **Activité 3 – Équipe spéciale nationale pour les enfants** | 100 000  |
| **Janvier 2022 – novembre 2023** | • Créer une Équipe spéciale nationale pour les enfants: cette Équipe spéciale est un comité consultatif national pour les enfants composé de jeunes (de moins de 18 ans) ayant participé à des programmes de sensibilisation à la protection en ligne des enfants ou ayant suivi les consultations organisées auprès des jeunes. Leurs contributions serviront à améliorer les programmes et les systèmes sur les questions liés à la protection en ligne des enfants qui sont destinés aux enfants et aux familles. | • Création d'au moins 5 Équipes spéciales nationales. |  |
| **Activité 4 – Renforcer la coopération entre les parties prenantes nationales**  | 100 000  |
| **Mai 2022 – novembre 2023** | • Identifier les entités des parties prenantes.• Déterminer les thèmes qui seront abordés lors des discussions et consultations sous forme de tables rondes.• Élaborer des recommandations et des plans de suivi. | • Définition d'au moins 15 nouvelles mesures concertées et modalités de coopération concernant la protection en ligne des enfants, y compris en ce qui concerne les accords relatifs aux politiques harmonisées entre les pays. |  |
| **Activité 5 – Appuyer les efforts déployés par la NCA pour mettre en place le Portail mondial consacré à la protection des enfantsdans le cyberespace** | 0 |
| Cette activité sera menée par la NCA sous la forme d'une contribution supplémentaire en nature. L'appui de l'UIT consistera à fournir des avis spécialisés pendant la phase de conception, afin de recenser les besoins opérationnels et d'assurer une coordination avec les parties prenantes concernées. |
| **Novembre 2020 – novembre 2023** | • Aider la NCA à alimenter le portail en fournissant des données et des ressources utiles portant sur les efforts déployés par les pays dans le domaine de la protection des enfants dans le cyberespace.• Assurer une coordination avec toutes les institutions concernées du système des Nations Unies et d'autres organismes, afin de recueillir des informations sur leurs contributions et leurs activités et de les faire figurer dans le portail mondial; état d'avancement de la mise en œuvre des lignes directrices, exemples de réussite et enseignements tirés.• Lancer le portail mondial et en devenir partenaire, et inviter d'autres parties prenantes concernées à devenir partenaires, notamment l'UNICEF et l'UNESCO. | • Portail mondial en cours de conception. |  |
| Sous-total par axe de travail | 800 000 |
|  |
| **Sous-total**  | **1 500 000** |
| **Total général (y compris les frais de services administratifs et opérationnels de 7,5%)** | **1 612 500** |

Annexe 2 – Autres mesures à prendre aux fins de la mise en œuvre future par les Parties

|  |
| --- |
| Axe de travail 3 – Promouvoir le dialogue mondial sur la protection en ligne des enfants en organisant le premier Sommet mondial – la première Conférence internationale sur la protection en ligne des enfants |
| Cet axe de travail fera l'objet d'un accord distinct et, à ce titre, n'est pas encore quantifié en termes de participation financière de la part de la NCA et de l'UIT. En conséquence, les activités ci-dessous ne seront entreprises qu'après la signature de l'accord distinct correspondant. Cet axe de travail est décrit ici dans un souci d'exhaustivité et dans le cadre de la coopération plus large entre l'UIT et la NCA, conformément à la Déclaration commune signée le 26 septembre 2019. |
| **Mesure 1 – organisation de la manifestation** | À déterminer |
| **TBD** | • Organiser, préparer et mettre en œuvre, conjointement avec le pays hôte, un Sommet mondial de haut niveau – une Conférence internationale sur la protection en ligne des enfants. | • Deux Sommets mondiaux de 3 jours (entre 2020 et 2023). |  |
| **Mesure 2 – Analyse des incidences après la tenue de la manifestation**  | À déterminer |
| **TBD** | • Procéder à une analyse détaillée de la manifestation et élaborer un rapport de conférence accessible au public, qui deviendra la première publication annuelle sur l'action engagée au niveau international en matière de protection en ligne des enfants et portera sur les enseignements tirés, les prochaines étapes et les feuilles de route pour la collaboration entre les parties prenantes. | • Rapport établi après la manifestation, comprenant au moins 10 recommandations concrètes sur les initiatives de coopération prises entre les pays et les parties prenantes concernées. |  |

Annexe 3 – Note de synthèse initiale

|  |
| --- |
| Intitulé du projet: |
| **(1.0) Instaurer un cyberenvironnement sécurisé favorisant l'autonomisation des enfants** |
| *Programme mondial portant sur la mise en œuvre des nouvelles Lignes directrices de 2020 sur la protection en ligne des enfants* et prévoyant le *renforcement des cybercompétences (1) et l'appui à l'élaboration de politiques en matière de protection en ligne des enfants (2). Afin de suivre les progrès accomplis sur le terrain, un Sommet mondial annuel sera organisé dans le cadre du programme (3).* |
| Mandat: |
| Objectifs de développement durableLa protection des enfants contre toutes les formes de violence est un droit fondamental consacré dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.L'intégration d'une cible (ODD 16.2) portant spécialement sur l'élimination de toutes les formes de violence contre les enfants a donné une nouvelle impulsion aux efforts entrepris pour réaliser le droit de tous les enfants de vivre à l'abri de la peur, de la négligence, de la maltraitance et de l'exploitation.Conférence de plénipotentiaires de l'UITRésolution 179 (Rév. Dubai,2018) de la Conférence de plénipotentiaires sur le rôle de l'UIT dans la protection en ligne des enfantsPlan d'action de Buenos Aires Résolution 67 (Rév.Buenos Aires, 2017) de la CMDT – Rôle du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT dans la protection en ligne des enfantsProduit de la CMDT-17 organisée par l'UIT (Objectif 2, Produit 2.2 le programme consistera à: "… contribuer à la mise en œuvre des initiatives actuelles et futures prises par l'UIT en vue d'instaurer la confiance et de lutter contre les cybermenaces, y compris l'initiative de l'UIT pour la Protection en ligne des enfants, avec le concours des membres de l'Union en tant que partenaires/contributeurs".) |
| Introduction: |
| L'évolution récente des technologies de l'information et de la communication (TIC), par exemple le large bande à haut débit, les smartphones, les dispositifs numériques à porter sur soi, les réseaux sociaux, l'informatique en nuage, les mégadonnées, l'Internet des objets (IoT), l'intelligence artificielle (AIA/l'apprentissage automatique (ML) et d'autres produits issus de la transformation numérique, a entraîné des mutations d'ordre économique, social et politique dans le monde entier. Les nouveaux services en ligne innovants qui ont favorisé la transformation numérique à grande échelle ont eu des incidences sur presque tous les aspects de notre quotidien. Nos modes de vie traditionnels et nos activités économiques de tous les jours, y compris chez les enfants et les jeunes, ont changé et évolué, et nous offrent nombre de possibilités jusqu'alors inconnues Toutefois, cette évolution s'accompagne de risques et de problèmes et les enfants sont souvent victimes d'exploitation sexuelle en ligne et de cyberharcèlement.Afin de garantir la cybersécurité dans l'environnement en ligne, en particulier pour les enfants et les jeunes, il faut adopter une stratégie globale fondée sur des normes et des recommandations reconnues sur le plan international et établir une collaboration aux niveaux national, régional et international, en élaborant des cadres harmonisés. Il est nécessaire de privilégier des approches intégrées, assorties de cadres juridiques et réglementaires, de mesures techniques et de procédure ainsi que de structures organisationnelles et prévoyant le renforcement des capacités et l'instauration d'un coopération internationale. Les Lignes directrices de l'UIT sur la protection en ligne des enfants ont été identifiées comme l'outil le mieux adapté pour atteindre cet objectif, et ce pour diverses raisons:– Les Lignes directrices de l'UIT sont le fruit de l'action commune engagée par un groupe de travail composé d'experts de renommée internationale dans le domaine de la protection des enfants, de la cybersécurité et des TIC.– L'approche globale adoptée en matière de protection des enfants en ligne est axée sur tous les types de risques et de dangers auxquels sont confrontés les enfants dans l'environnement en ligne.– L'initiative relative à la protection en ligne des enfants sert de cadre rassemblant des dirigeants du monde entier et une communauté multi-parties prenantes et fournit un solide réseau de partenaires pour la validation et la mise en œuvre commune.Parmi les plus de 50 co-auteurs des nouvelles Lignes directrices de 2020 sur la protection en ligne des enfants figurent des membres de l'initiative relative à la protection en ligne des enfants, par exemple le Commissaire australien à la sécurité en ligne, le groupe de travail sur la sécurité en ligne des enfants de la Commission "Le large bande au service du développement durable", Child Helpline International, l'Association internationale des centres de téléassistance Internet (INHOPE), le Partenariat mondial visant à mettre fin à la violence à l'égard des enfants., l'Internet Watch Foundation,, Interpol, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants, les Centres pour un Internet plus sûr, l'UNICEF, l'ONUDC. et l'Alliance mondiale WeProtect. |
| Motifs: |
| [Axe de travail 1] Renforcement des cybercompétences pour la protection en ligne des enfants Peu de pays disposent de ressources officielles liées à la protection en ligne des enfants et nombre de ces ressources ne sont pas mises au point en concertation avec les parties prenantes nationales, y compris dans le cadre d'une coopération avec les organisations régionales ou internationales. Il en résulte une fragmentation en termes de portée et d'impact sur les enfants et la jeune génération, mais aussi une insuffisance des moyens pour concevoir des programmes de formation de formateurs, de façon à assurer un transfert généralisé des connaissances des parents et des éducateurs au profit des enfants.Un grand nombre de pays ne disposent pas des capacités nécessaires pour assurer le suivi de l'application et de la mise en œuvre des supports de connaissances numériques en matière de sécurité, ce qui entrave la définition et l'évaluation des cibles. Parallèlement, l'établissement de cadres réglementaires régissant les mesures liées à la sécurité en ligne des enfants n'est pas en phase avec les défis auxquels sont confrontés les enfants et les jeunes, ni avec les besoins qui sont les leurs, dans la mesure où ils sont exclus des politiques décisionnelles. Or, pour mettre en place des mesures efficaces aux fins de la protection des enfants en ligne, les enfants doivent être associés à l'élaboration et à la mise en œuvre des cadres pertinents – et doivent donc être dotés des cybercompétences et des connaissances nécessaires pour maîtriser les outils numériques et devenir résilients pour eux-mêmes et pour les autres.La diffusion des Lignes directrices sur la protection en ligne des enfants, conjuguée à la création de possibilités visant à mobiliser toutes les parties prenantes, peut être considérée comme une première étape vers une génération d'enfants et de jeunes, de parents, d'éducateurs et de tuteurs possédant les cybercompétences et les connaissances nécessaires sur les risques, les dangers et les possibilités qu'offre l'environnement en ligne. |
| *Principaux produits:*1) Traduction et diffusion des lignes directrices sur la protection en ligne des enfants dans les langues nationales.2) Concevoir des formations en présentiel et en ligne pour les enfants et les communautés de jeunes s'agissant de la consultation et de la création conjointe de matériels et de processus didactiques liés à la protection en ligne des enfants, y compris en ce qui concerne les approches en matière d'apprentissage entre pairs, et favoriser l'organisation de ces formations. Ces formations pourront déboucher sur des programmes de développement des capacités d'encadrement pour la protection en ligne des jeunes – à l'intention des enfants et des jeunes appelés à sensibiliser le public et à mettre en œuvre des programmes concrets.3) Élaborer des programmes de formation des formateurs, afin de faire en sorte que les parents et les éducateurs aient accès à des outils leur permettant d'acquérir des cybercompétences par le biais de plates‑formes innovantes (auxquelles pourront accéder les groupes marginalisés des zones rurales) et transmettent leurs connaissances à leurs homologues et à la jeune génération.4) Créer un jeu pour les enfants de moins de 13 ans et une application mobile pour les enfants de moins de 18 ans, sur la base des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants, qui mettra en scène Sango, la mascotte en matière de protection en ligne des enfants.  |
| [Axe de travail 2] appui à l'élaboration de politiques en matière de protection en ligne des enfants En 2019, plus de la moitié de la population mondiale a utilisé l'Internet. Un internaute sur trois dans le monde est un adolescent de moins de 18 ans. Mais en 2019, le pourcentage de pays dotés d' une politique, d'une législation ou d'une réglementation relative à la protection en ligne des enfants était inférieur à 50%. Dans la plupart des pays, la protection en ligne des enfants se limite à l'adoption de politiques de lutte contre les violences sexuelles à l'égard d'enfants, qui ne sont malheureusement pas suffisantes pour envisager dans sa globalité la sécurité en ligne des enfants. Les systèmes de protection en ligne des enfants dans le monde ne sont pas non plus étayés par des mécanismes de financement suffisants et on ne sait pas très bien qui – le cas échéant – est responsable du financement. Les rôles et responsabilités des acteurs au niveau national – gouvernements, entreprises et associations de protection de l'enfance, par exemple – ne sont pas clairement définis. En l'absence d'environnement réglementaire établi dans la plupart des pays, il n'y a pas d' harmonisation au niveau national avec la définition de la protection en ligne des enfants.En conséquence, il est nécessaire d'élaborer des stratégies, des politiques, des législations et des réglementations en matière de protection en ligne des enfants sur la base de recommandations reconnues au niveau international, pour faire évoluer la protection des enfants dans le monde virtuel comme dans le monde réel. |
| *Principaux produits:*1) Renforcer et, s'il y a lieu, appuyer l'élaboration de projets de cadres nationaux ou recenser les éléments prioritaires d'un cadre national pour la protection en ligne des enfants.2) Favoriser le renforcement des capacités des professionnels des TIC et des acteurs gouvernementaux en ce qui concerne les cadres ainsi mis au point.3) Créer un portail mondial comprenant des ressources utiles sur les efforts déployés par les pays pour mettre en œuvre les lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants et mettant à la disposition du public des exemples de réussite ainsi que les enseignements tirés. Ce point sera étoffé dans une note de synthèse distincte.4) Renforcer la coopération entre les parties prenantes concernées par la protection en ligne des enfants.5) Appuyer la création d'une Équipe spéciale de l'UIT pour la jeunesse aux fins de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la stratégie nationale en matière de protection en ligne des enfants. |
| [Axe de travail 3] Sommet mondial – Conférence internationale sur la protection en ligne des enfantsDans l'environnement actuel des TIC qui évolue rapidement, la protection des enfants représente un défi à l'échelle mondiale, qui appelle une approche mondiale. Une coopération internationale concertée s'impose entre les pays, le secteur des TIC, les établissements universitaires, la société civile, le secteur de l'éducation et les utilisateurs finals, si l'on veut élaborer des mesures plus adaptées, plus efficaces et mieux coordonnées afin d'assurer la sécurité en ligne des enfants. Un Sommet mondial annuel – une Conférence internationale sur la protection en ligne des enfants – offrira le cadre nécessaire pour promouvoir la diffusion et la mise en œuvre des principes fondamentaux et des principales recommandations sur la protection en ligne des enfants, compte tenu des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants et d'autres initiatives et cadres internationaux et régionaux essentiels sur la protection en ligne des enfants, en établissant un dialogue continu et concerté entre les parties prenantes pour induire un changement dans ce domaine. La conférence, qui rassemblera des acteurs représentant des gouvernements, le secteur des TIC, des établissements universitaires, des ONG, des experts des Nations Unies et des experts internationaux, ainsi que les enfants eux‑mêmes, sera l'occasion d'échanger des connaissances sur la protection en ligne des enfants, les enseignements tirés et les bonnes pratiques en matière de politiques et de stratégies, de technologies, de réglementation, d'éducation, de bien-être social et de justice, et de présenter les toutes dernières études, les initiatives multi-parties prenantes et les mesures prises par les pouvoirs publics dans le domaine de la protection en ligne des enfants. Elle permettra d'évaluer et de suivre de manière concertée les progrès réalisés à cet égard.Sur la base de consultations avec des experts internationaux, on formulera 10 principes généraux sur la protection en ligne des enfants, qui élargiront et prendront en considération les cadres existants, afin de jeter les bases de la manifestation annuelle.Cet axe de travail s'inscrira dans le cadre de la collaboration entre l'UIT et la NCA, mais nécessitera un outil différent pour sa définition conceptuelle. |
| *Principaux produits:*Organiser, préparer et mettre en œuvre pour la première fois en 2021, conjointement avec le pays hôte, un Sommet mondial annuel de haut niveau – une Conférence internationale sur la protection en ligne des enfants. Sur la base de consultations avec des experts internationaux, élaboration de 10 principes généraux sur la protection en ligne des enfants, qui élargiront et prendront en considération les cadres existants, afin de jeter les bases de la manifestation annuelle.Compte tenu des discussions du Sommet, un rapport de conférence sera élaboré et deviendra la première publication annuelle sur l'action engagée au niveau international en matière de protection en ligne des enfants.Renforcer la coordination entre les parties prenantes concernées par la protection en ligne des enfants. |
| Justification: |
| Les réseaux, dispositifs et services issus des technologies de l'information et de la communication (TIC) occupent une place toujours plus centrale dans notre vie quotidienne. D'après les estimations, près de la moitié de la population mondiale − soit 3,9 milliards de personnes – a utilisé l'internet en 2018. De même, toujours d'après une estimation, plus de 12 milliards de dispositifs de communication de machine à machine seront connectés à l'Internet d'ici à 2020. Le nombre d'enfants qui possèdent un téléphone mobile est en constante augmentation.Tout comme dans le monde réel, l'univers en ligne expose les utilisateurs à des menaces très diverses pour la sécurité qui peuvent causer d'importants préjudices, d'autant plus lorsqu'elles visent les enfants. La généralisation de l'utilisation de contenus en ligne par les enfants – parfois sans aucun contrôle ni aucune orientation – fait que ceux-ci sont plus vulnérables à la cyberintimidation, au harcèlement ainsi qu'à l'accès à des contenus à caractère pédopornographique et à d'autres contenus inappropriés.Il est important d'œuvrer ensemble de manière concertée, pour réduire les risques de la révolution numérique et renforcer la confiance dans l'utilisation des TIC.Malgré les efforts déployés par la communauté internationale, il reste encore un certain nombre de défis à relever systématiquement – en partie ou en totalité – à travers le monde, dans le domaine de la protection en ligne des enfants. Ces défis sont les suivants:– Élaboration et mise en œuvre de cadres nationaux de protection en ligne des enfants (prévoyant des mesures de renforcement des capacités et des campagnes de sensibilisation).– Établissement de recommandations adaptées en matière de protection en ligne des enfants ainsi que de programmes d'éducation et de sensibilisation.– Adoption d'approches harmonisées au niveau international en matière de protection en ligne des enfants.– Assurer une coordination et une collaboration efficaces aux niveaux national et régional.Il est nécessaire d'accélérer la fourniture de l'appui nécessaire dans ce domaine, en offrant une assistance spécialisée aux pays et une assistance régionale/multi-pays. |
| Objectif du projet: |
| L'objectif de ce projet est de promouvoir une culture de la protection en ligne des enfants avec toutes les parties prenantes concernées, en échangeant des connaissances et en améliorant les cybercompétences, et de favoriser l'élaboration de politiques connexes pour renforcer les capacités humaines et institutionnelles en matière de protection en ligne des enfants aux niveaux tant régional que national, et d'échanger les données d'expérience acquises avec d'autres pays membres. |
| Résultats escomptés: |
| Ce projet vise à concevoir et à mettre en œuvre des politiques en matière de sécurité en ligne des enfants aux côtés des pouvoirs publics, des entreprises et de la société civile, de manière à améliorer le renforcement des capacités et l'échange de connaissances avec toutes les parties prenantes concernées, y compris les enfants et leurs familles, en créant aux niveaux national, régional et international un écosystème de mesures et de programmes qui garantiront la protection en ligne des enfants, tout en dotant ces derniers des cybercompétences requises pour tirer pleinement parti de l'environnement en ligne. Les principaux résultats du projet seront au nombre de cinq: a) Mise à la disposition de toutes les parties prenantes des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants traduites et diffusées au niveau national.b) Diffusion de ressources adaptées aux enfants et de nature à favoriser le renforcement des cybercompétences des enfants.c) Élaboration et adoption de cadres nationaux sur la protection en ligne des enfants. d) Cadre de mise en œuvre pour l'établissement de programmes nationaux relatifs à la protection en ligne des enfants.e) Plate-forme internationale offrant la possibilité d'instaurer un dialogue concerté et une coopération sur les mesures prises aux niveaux national, régional et sectoriel en matière de protection en ligne des enfants.Les résultats permettront de promouvoir, au niveau international, une culture de la sécurité en ligne des enfants, afin d'agir de concert pour réduire la cybercriminalité visant les enfants et doter ces derniers, mais aussi les parents, les enseignants et les éducateurs, des compétences de cybersécurité nécessaires pour faire face aux risques en ligne. Grâce aux outils et programmes qui seront établis suite à l'adoption de politiques et de cadres pour leur mise en œuvre, les enfants devraient pouvoir tirer davantage parti de l'environnement en ligne de manière fiable et sécurisée, tout en bénéficiant des nombreuses possibilités qu'offre le monde connecté.Une évolution concertée des mesures prises par les parties prenantes, propre à pérenniser les programmes concernant la sécurité en ligne des enfants, devra avoir lieu.En mettant en œuvre les lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants, les parties prenantes nationales et régionales concernées seront en mesure d'harmoniser l'élaboration des politiques et l'échange de connaissances, en apprenant les unes des autres et en mobilisant des ressources qui permettront de trouver des solutions mieux adaptées à la protection en ligne des enfants. Au nombre des parties prenantes concernées figurent les ministères des TIC et d'autres ministères, les régulateurs, les associations de protection de l'enfance et de parents, les consommateurs ainsi que les entreprises œuvrant au service de la connectivité et de la sécurité en ligne.Les parties prenantes nationales et régionales participeront à l'élaboration des politiques publiques conformément aux lignes directrices nationales, le plus souvent dans le cadre de consultations bilatérales, de visites sur place, d'enquêtes, d'ateliers nationaux pour les parties prenantes et de cours de formation en ligne.S'agissant des résultats du renforcement des capacités, les acteurs concernés acquerront des cybercompétences qui leur permettront de mettre en œuvre des cadres pour la sécurité en ligne des enfants, conformément aux orientations gouvernementales. Des programmes ciblés de renforcement des capacités seront élaborés pour appuyer l'adoption de politiques générales et la mise en œuvre de recommandations en matière de protection en ligne des enfants. D'autres programmes et outils de renforcement des cybercompétences destinés aux enfants eux‑mêmes favoriseront l'élaboration de mesures efficaces et ciblées en matière de protection en ligne des enfants.La finalité de ce projet, qui est de promouvoir une culture fondée sur la sécurité en ligne des enfants, appuiera la mission de l'UIT consistant à garantir la cybersécurité au niveau international. Dans ce contexte, les États Membres de l'UIT tireront parti des politiques relatives à la protection en ligne des enfants fondées sur les nouvelles ressources élaborées par l'UIT et les partenaires de l'initiative en faveur de la protection en ligne des enfants en 2020. |
| Stratégie de mise en œuvre: |
| Le projet vise à améliorer les compétences spécialisées pour ce qui est de l'élaboration de politiques de protection en ligne des enfants, en fournissant des outils tels que les lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants pour mesurer les progrès accomplis dans le domaine de la protection en ligne des enfants, et en facilitant l'instauration d'un dialogue politique concerté entre les parties prenantes aux niveaux national et régional.L'UIT coordonnera l'exécution du projet, en collaborant avec les principales parties prenantes du secteur public et du secteur privé, en vue de dispenser des formations sur la protection en ligne des enfants, de diffuser des messages coordonnés et de procéder à des évaluations nationales, afin d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques. |
| [Axe de travail 1] Diffusion des lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants |
| *1) Traduction et diffusion des lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants dans les langues nationales*Les lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants sont en cours de traduction dans les langues de l'ONU. Cependant, leur diffusion au niveau national est primordiale pour susciter l'intérêt des jeunes et veiller à ce qu'ils les utilisent. À cet égard, il est indispensable de faire traduire les lignes directrices dans les langues nationales et de parler la même langue que celle de la jeune génération. Pour ce faire, un plan de diffusion sera élaboré en coordination avec les parties prenantes concernées, l'objectif étant à terme d'assurer une diffusion efficace sur les canaux nationaux, y compris les médias. Le processus de diffusion pourra également comprendre des modes de diffusion innovants et non traditionnels, par exemple les applications et les plates-formes en ligne disponibles à des fins éducatives.*2) Formations en présentiel et en ligne pour associer les communautés de jeunes aux processus de consultation et de création conjointe liés à la protection en ligne des enfants*Des formations en présentiel et en ligne seront dispensées aux gouvernements nationaux et aux entreprises afin d'associer les communautés locales et de créer conjointement des processus aux fins de la mise en œuvre des lignes directrices. Il pourra s'agir d'enquêtes, de sondages, de concours et d'autres types de participation au niveau national, pour faire en sorte que les acteurs concernés participent au processus de diffusion et de distribution.*3) Concevoir des programmes de "formation des formateurs", pour faire en sorte que les parties prenantes, y compris les professionnels des TIC, les parents, les tuteurs et les éducateurs, aient accès à des outils relatifs à l'acquisition de compétences en matière de cybersécurité par le biais de plates-formes innovantes (qui seront également accessibles aux groupes marginalisés des zones rurales) et transmettent leurs connaissances à leurs homologues et à la jeune génération*Un programme spécial de formation des formateurs en ligne sera élaboré sous la forme d'une formation liminaire à la protection en ligne des enfants, et sera mis gratuitement à la disposition des participants aux ateliers présentiels, via l'Académie de l'UIT. Durant cette formation en ligne adaptée au rythme de chacun, les représentants des pouvoirs publics et du secteur se familiariseront avec les principaux concepts des Lignes directrices et de leur mise en œuvre. Cette formation servira de base à l'adaptation ultérieure des programmes de formation des formateurs au contexte national.*4) Créer un jeu pour les enfants de moins de 13 ans et une application mobile pour les enfants de moins de 18 ans, sur la base des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants, qui mettra en scène Sango, la mascotte en matière de protection en ligne des enfants*Afin d'assurer une protection efficace des enfants en ligne, la première étape consistera à doter les enfants des cybercompétences nécessaires pour développer leurs connaissances numériques et améliorer leur résilience, afin qu'ils puissent tirer pleinement parti des possibilités qu'offre l'univers en ligne. Pour susciter l'intérêt de ces enfants et adolescents, il faut concevoir des ressources et des outils adaptés aux enfants et aux utilisateurs. La mise au point de solutions à code source ouvert permet de mettre à la disposition des enfants, des enseignants et des administrateurs des contenus, des informations et des compétences numériques qui pourront ensuite être adaptés aux contextes nationaux et régionaux. Sur la base du livre d'histoires consacré aux Lignes directrices et destiné aux enfants de moins de 9 ans ainsi que du livret d'exercices pour les enfants de 9 à 13 ans, un jeu éducatif interactif mettant en scène Sango, la mascotte de la protection en ligne des enfants, sera mis au point. Les personnages, y compris la mascotte, pourront être adaptés au contexte national ou régional. Afin d'établir le contact avec tous les enfants, y compris les adolescents, par le biais de leurs canaux d'apprentissage et de communication préférés, une application mobile sera créée en vue d'aider les enfants âgés de 13 à 18 ans à mener à bien leurs activités en ligne. |
| [Axe de travail 2] appui à l'élaboration de politiques en matière de protection en ligne des enfants  |
| *1) Renforcer et, s'il y a lieu, appuyer l'élaboration de projets de cadres nationaux ou recenser les éléments prioritaires d'un cadre national pour la protection en ligne des enfants*Pour évaluer le cadre politique national applicable à la protection en ligne des enfants, on procédera à l'élaboration de profils par pays et à des analyses des publications existantes et on organisera des enquêtes qualitatives, des entretiens, des visites sur le terrain et des ateliers ainsi que des tables rondes à des fins de consultation des parties prenantes nationales. Ces mesures constitueront une stratégie fondée sur la consultation et la participation, dans l'optique de l'élaboration de politiques publiques en matière de protection en ligne des enfants. Les pouvoirs publics pourront ainsi rédiger des documents de politique ou de stratégie nationale plus cohérents à adopter dans le domaine de la protection en ligne des enfants.*2) Favoriser le renforcement des capacités des professionnels des TIC et des acteurs gouvernementaux en ce qui concerne les cadres ainsi mis au point*Au titre du suivi de l'évaluation du cadre politique national et des consultations y afférentes, les politiques formulées seront évaluées, là encore, selon une approche fondée sur la consultation et la participation, en organisant des ateliers destinés aux parties prenantes (enfants et parents) et d'autres consultations, si nécessaire. Dans le cadre de cette validation, des plans d'action relatifs à la mise en œuvre des politiques seront encouragés, afin de garantir la pérennité de l'objectif et de l'utilité de la politique après son approbation par le Gouvernement ou le Parlement. Pour favoriser la mise en œuvre de la politique, des activités de renforcement des capacités adaptées, destinées aux professionnels des TIC et aux acteurs publics dont les rôles et les responsabilités sont définis dans la politique approuvée, seront mises en œuvre conformément aux principales recommandations en matière de politique générale.*3) Créer un portail mondial comprenant des ressources utiles sur les efforts déployés par les pays pour mettre en œuvre les lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants et mettant à la disposition du public des exemples de réussite ainsi que les enseignements tirés. Ce point sera étoffé dans une note de synthèse distincte*Le portail mondial mettra en avant les efforts déployés par les pays, en mettant l'accent sur les exemples de réussite et les enseignements tirés et en servant de cadre aux initiatives analogues existantes, tout en rassemblant les partenaires concernés et en intégrant les plates-formes existantes: Ce portail constituera un outil de sensibilisation coordonné, en donnant une vue d'ensemble des progrès accomplis dans le monde. Le fait que l'UIT dispose de ces informations à l'échelle mondiale permettra d'apporter en permanence des améliorations et de les mettre à jour, en fixant des objectifs dans le domaine de la protection en ligne des enfants, tout en suivant de près les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs liés aux activités relevant de ce projet de portée mondiale. Les conclusions et les résultats de toutes les formations en présentiel dispensées aux niveaux national et régional continueront d'être insérées dans le portail, qui sera intégré dans la page web officielle des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants et mis en avant par l'UIT.*4) Renforcer la coopération entre les parties prenantes concernées par la protection en ligne des enfants*Il est essentiel d'assurer une coordination aux niveaux national et régional en matière de protection en ligne des enfants pour garantir l'efficacité de la mise en œuvre des politiques et faciliter l'harmonisation des politiques dans ce domaine entre les pays. Une amélioration de la coordination permettra également de garantir une bonne utilisation des ressources et de veiller à ce que celles-ci soient allouées de manière à combler les véritables lacunes. Le renforcement de la coopération passe également par la mise en place de modes de coopération concrets et par une action concertée entre les parties prenantes nationales, régionales et internationales, y compris les ministères responsables, les secteurs de l'éducation, les régulateurs, les organismes chargés de l'application de la loi et les autres acteurs concernés, afin de garantir une coopération coordonnée et efficace dans le domaine de la protection en ligne des enfants. Par conséquent, des mécanismes de coordination ou de coopération durables entre les partenaires et les parties prenantes concernées, assortis d'un ensemble de règles de participation, seront mis en place.*5) Appuyer la création d'une Équipe spéciale de l'UIT pour la jeunesse aux fins de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de la stratégie nationale en matière de protection en ligne des enfants*L'Équipe spéciale pour les enfants est un comité consultatif national pour les enfants composé de jeunes (de moins de 18 ans) ayant participé à des programmes de sensibilisation à la protection en ligne des enfants ou ayant suivi les consultations organisées auprès des jeunes. Leurs contributions serviront à améliorer les programmes et les systèmes sur les questions liés à la protection en ligne des enfants à l'intention des enfants et des familles. |
| [Axe de travail 3] Sommet mondial – Conférence internationale sur la protection en ligne des enfants Cet axe de travail s'inscrira dans le cadre de la collaboration entre l'UIT et la NCA, mais nécessitera un outil différent pour sa définition conceptuelle |
| *1) Élaboration de 10 principes généraux sur la protection en ligne des enfants qui jetteront les bases de la manifestation annuelle*Sur la base de consultations avec des experts internationaux, élaboration de 10 principes généraux sur la protection en ligne des enfants, qui élargiront et prendront en considération les cadres existants, pour jeter les bases de la manifestation annuelle. Ces principes reposeront sur les recommandations figurant dans les Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants et s'appuieront sur les ressources existantes, par exemple la Déclaration sur la sécurité en ligne des enfants de la Commission "Le large bande au service du développement durable". L'élaboration de principes reconnus à l'échelle internationale en matière de protection en ligne des enfants permettra de prendre des mesures et de promouvoir de manière plus efficace et à plus grande échelle les questions liées à la protection en ligne des enfants et de favoriser l'harmonisation des initiatives liées à la protection en ligne des enfants au niveau mondial.*2) Organiser un Sommet mondial annuel de haut niveau – une Conférence internationale sur la protection en ligne des enfants*Organiser, préparer et mettre en œuvre, conjointement avec le pays hôte, un Sommet mondial de haut niveau – une Conférence internationale sur la protection en ligne des enfants. La première édition de la manifestation, qui sera programmée pour une durée de 3 jours, sera organisée conjointement avec le pays hôte en 2021. L'objectif du Sommet annuel est (1) de promouvoir et de soutenir la protection en ligne des enfants, en échangeant les bonnes pratiques en matière de protection en ligne des enfants, les nouvelles études et les ressources pertinentes dans ce domaine, en rassemblant des études de cas et en mobilisant de nouveaux acteurs et (2) d'associer les décideurs et toutes les parties prenantes concernées à l'adoption et la mise en œuvre des principes applicables à la protection en ligne des enfants, et des principales recommandations relevant de leur domaine d'activité, ce qui passera par des consultations auprès des enfants et des jeunes et supposera leur participation aux discussions. La manifestation comprendra des tables rondes, des séances de travail en petits groupes, une exposition éphémère mettant en avant les bonnes pratiques en matière de protection en ligne des enfants de tous les secteurs concernés et des ateliers spéciaux pour échanger des connaissances, améliorer les échanges, consulter les enfants sur les mesures pertinentes et élaborer des feuilles de route précises concernant la coopération et l'action concertée. Un service d'interprétation dans toutes les langues officielles de l'ONU sera assuré lors de la manifestation, qui devrait rassembler 500 participants.*3) Élaborer un rapport de conférence accessible au public, qui deviendra la première publication annuelle sur l'action engagée au niveau international en matière de protection en ligne des enfants et portera sur les enseignements tirés, les prochaines étapes et les feuilles de route pour la collaboration entre les parties prenantes*Procéder à une analyse détaillée de la première édition de la manifestation dans un rapport de conférence accessible au public, qui portera sur les enseignements tirés, les prochaines étapes et l'officialisation du Sommet annuel, s'il y a lieu. Il s'agira de la première publication annuelle sur l'action engagée au niveau international en matière de protection en ligne des enfants, qui permettra de suivre l'évolution dans le domaine de la protection en ligne des enfants, d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques et d'évaluer les incidences.*4) Renforcer la coordination entre les parties prenantes concernées par la protection en ligne des enfants*La coopération internationale est essentielle pour lutter efficacement contre les risques et les dangers en ligne pour les enfants. Ce défi mondial à relever d'urgence appelle une approche mondiale, une collaboration intergouvernementale et une coopération forte et multi-parties prenantes. Afin de coordonner une telle approche de la protection en ligne des enfants fondée sur la collaboration, des moyens, des plates-formes et des forums concrets créeront les conditions nécessaires pour concevoir des solutions harmonisées, évoluer et réagir aux mutations rapides de l'environnement en ligne.Les Nations Unies jouent un rôle important en offrant une tribune internationale assurant la coordination entre les différentes parties prenantes pour qu'ensemble, elles examinent, recensent et mettent en œuvre des solutions propices à la création d'un Internet à la disposition de tous, ouvert, sécurisé et fiable. En conséquence, l'UIT prendra l'initiative de coordonner les efforts déployés aux niveaux national, régional et international dans le domaine de la protection en ligne des enfants. |
| Durabilité et prise en main du processus par les acteurs locaux |
| Pour garantir la durabilité et la prise en main du processus par les acteurs locaux, il conviendra de travailler en étroite collaboration avec les organismes nationaux et par leur intermédiaire, en particulier avec les ministères des TIC, de la protection sociale, de la santé, de l'éducation, de la famille et de l'enfance, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes issues de la communauté de la protection en ligne des enfants, notamment le secteur privé et les associations locales et nationales de parents et de protection de l'enfance. Les parties prenantes pourront continuer de renforcer et de faire évoluer leurs cybercompétences après le projet, grâce à l'important volet de ce projet consacré au renforcement des capacités, et aux liens étroits qu'il permettra de créer entre les parties prenantes concernées. Les parties prenantes bénéficieront de la mise à disposition, à tous les niveaux, des outils appropriés en matière de politiques et de collecte de données. La maîtrise locale des initiatives et la durabilité seront assurées en garantissant:a) l'intégration d'un important volet consacré au plan de mise en œuvre dans la validation de la politique;b) un renforcement des capacités adapté et applicable au plan de mise en œuvre;c) la mise à disposition des outils appropriés aux parties prenantes aux niveaux national, régional et mondial;d) l'élaboration de solutions à code source ouvert adaptables aux contextes nationaux et régionaux. |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Stations de contrôle des émissions exploitées par une administration, ou, en vertu d'une autorisation accordée par l'administration concernée, par une entreprise publique ou privée, par un service de contrôle établi en commun par plusieurs pays, ou par une organisation internationale (numéro 16.2 du Règlement des radiocommunications de l'UIT). [↑](#footnote-ref-1)
2. \* Le Rapport UIT-R SM.2181 est accessible en ligne à l'adresse suivante: [https://www.itu.int/pub/R-REP-SM.2181](https://www.itu.int/pub/R-REP-SM.2181/fr). [↑](#footnote-ref-2)